

le monde
libertaire

**Quand ils ont instauré Vigipirate,
je n'ai rien dit.
Quand ils ont appliqué l'état d'urgence,
je n'ai rien dit.
Quand ils ont déclaré l'état de siège,
je n'ai rien dit.
Et quand ils sont venus me chercher...**

M 02137 - 1420 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

hebdo n° **1420**

du 15 au 22 décembre 2005

Sommaire

La galette au beurre, par A. Pierre, page 4

Prisons et médecine, par J.-M. Raynaud, page 5

Pas de Noël pour l'autruche, par F. Ladrissé, page 5

Brèves tous azimuts, page 6

SNCF, grève et déraillement, par Thierry de Rouen, page 7

Surdité, difficultés de la femme et de l'interprète, par L. Gallopavo, page 9

Tintin en banlieue! par P. Schindler, page 11

  propos des banlieues, feux de d tre, par le groupe de Paris du mouvement

surréaliste, page 12

Cinéma et populisme... par N. Potkine, page 14

Les multiples avatars du Charity Business, par J. Langlois, page 15

Bons pour le service? Non! par M. Crès, page 16

Génération Arc-en-ciel, par Fred de Besançon, page 19

La cigale chantera-t-elle tout l'été?, livre de F. Dibot, par P heffe,

page 19

Ici l'ombre, chroniques alternatives, page 20

Le club du livre libertaire, par les  ditions libertaires, page 21

Vie du mouvement, Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 nés

6 mois, 25 nés

1 an, 45 nés

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France

et DOM-TOM

  20 à

  38 à

  61 à

 tranger

  27 à

  46 à

  77  

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 nés à 76 à

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France m ropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n  0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1 r trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro; droits réservés.



Sauf surprise, nous allons donc finir l'année sous un régime d'exception, où libertés individuelles et collectives sont mises sous le boisseau. État d'urgence: ces deux mots disent assez ce qui justifie, sur le plan du droit, l'ensemble des mesures réunies sous cette appellation. Or, répétons-le, les « troubles graves » évoqués par le gouvernement avaient cessé avant même que l'état d'urgence ne soit promulgué. La manœuvre est grossière, qui consiste à décréter, puis maintenir, l'exception au prétexte de l'approche des fêtes de fin d'année. L'objectif visé (et atteint) est bien entendu de s'assurer, pour pas cher, une bonne cote dans les sondages, le soutien d'une frange de la population, celle qui réclame sans cesse plus de sécurité. Celle qui, raciste mais honteuse hier, peut désormais se lâcher et ne s'en prive guère. Elle aurait bien tort, car le signal vient de haut: pas une semaine ne passe sans livrer son cortège de dérapages plus ou moins contrôlés, plus ou moins orchestrés par une droite « décomplexée », livrant ainsi son vrai visage. Disons tout de suite que, pour notre part, nous ne lui en connaissons pas d'autre. La gauche, quant à elle, Parti socialiste en tête, fidèle à son option collaborationniste, vote les lois Sarkozy car sinon « les Français ne comprendraient pas ». La meute des présidentiables est-elle certaine que les Français comprendront la manière dont le PS, une fois de plus, cautionne le pire? Une dérive totalitaire est à l'œuvre dans ce pays, et si nous le répétons depuis plusieurs années cela n'a jamais été aussi vrai qu'aujourd'hui. Menée par un homme que guide une ambition qui n'a d'égal que son ego hypertrophié, elle joue sur le registre du coup de menton et de l'invective injurieuse. Pourtant, ce ministre si populaire (chant des sirènes sondagiques, relayé par les médias) a dû renoncer récemment à un voyage en Martinique. Un « comité d'accueil » l'y attendait de pied ferme, comme il y a peu à Argenteuil, ou même sur les Champs-Élysées... Se cloîtrera-t-il dans son bureau jusqu'à la prochaine présidentielle? Il semblerait que nous soyons encore un certain nombre à voir le danger que représente l'ascension de ce personnage, à avoir compris dans quel piège il essaie de nous faire tomber. À refuser d'abdiquer sur le plan des libertés, en échange d'une sécurité parfaitement illusoire. Marché de dupes, qu'il nous faut dénoncer sans relâche. Auquel il nous faut opposer une vision de la société basée sur la solidarité, l'égalité, ainsi que l'émancipation des individus. Dans l'ordre des combats à mener, celui-ci nous semble prioritaire. Car toutes les formes d'oppression, patronale, patriarcale, religieuse, nationaliste... culminent et se rejoignent au sein du projet sarkozyste. Qui le nie doit s'attendre à des lendemains douloureux.

Du sécuritaire au totalitaire

TOUT VA POUR LE MIEUX dans le meilleur des mondes possibles. C'est cette phrase de Shakespeare – l'auteur anglais qui a si bien su décrire la complexité des sentiments et passions humaines générateurs de conflits – qui a donné le titre du livre qu'Aldous Huxley écrit en 1932 et où il décrivait un monde complètement déshumanisé où tout sentiment et passion sont totalement bannis. Il y dépeint un monde où l'être social (peut-on encore qualifier d'humains ses personnages?) est conditionné, par des procédés chimiques et des techniques sociologiques, dès avant sa naissance et tout au long de sa croissance, afin de prendre la place sociale pour laquelle on l'a conçu, sans jamais se poser de questions. Chacun de ces êtres sociaux est persuadé d'avoir la connaissance de principes fondamentaux qui, en fait, lui ont été inculqués sans qu'il ne les ait jamais remis en cause. Tous sont persuadés d'être libres, alors qu'ils ne peuvent même plus concevoir ce qu'est la notion de liberté. Vingt-six ans plus tard, en 1958, Aldous Huxley fit un retour sur son Meilleur des mondes et il s'aperçut que les événements qu'il situait en l'an 200 après Ford avaient déjà commencé à se mettre en place dans les dictatures de Staline, Hitler, Mussolini ou Roosevelt. Dans son livre *Retour sur le meilleur des mondes*, il analyse les techniques de manipulation des foules et des individus qui permettent à un « Voulant être dictateur » d'accéder au pouvoir. Il y fait aussi la prédiction que, dans deux ou trois générations, les habitants de nos pays dits développés vivraient en dictature tout en restant persuadés de vivre en démocratie...

Nous y sommes! En effet, la grande presse, les radios commerciales, la télévision, tous les médias de masse concourent à nous donner une fausse idée du monde où nous vivons, nous enfermant dans un cocon confortable dans lequel il fait bon se complaire. Ne nous leurons pas, ces grands médias ne sont là que pour fournir des parts de cerveau disponibles aux annonceurs publicitaires en mal de consommateurs, et aux partis politiques en place pour nous abreuver de leur propagande. Preuve en est les mesures gouvernementales liberticides qui, depuis quelques années, se

mettent en place sans entraîner les mouvements de foule qu'ils devraient engendrer dans une démocratie saine. Prenons le plan Vigipirate, dont l'idée date de 1978 et qui fut mis en place la première fois en 1991 à l'occasion de la guerre du Golfe, puis réactivé sporadiquement depuis deux fois en 1995 à l'occasion de l'explosion d'une voiture piégée devant une école juive et d'un attentat dans le RER, en 1996 pour cause d'attentats, en 1998 à l'occasion de la Coupe du monde de foot ball et en 2000 en Corse suite à des attentats. Depuis l'effondrement du World Trade Center en 2001, ces mesures d'exception sont devenues permanentes. En clair, ce plan permet à l'armée de patrouiller parmi les civils dans les gares, aéroports et installations portuaires, il

donne à des milices privées, plus plaisamment appelées sociétés privées de sécurité ou vigiles, des droits de police comme la fouille des sacs et la palpation de sécurité. En analysant cette loi Vigipirate et ses amendements, on s'aperçoit qu'elle en finit aussi avec l'inviolabilité du domicile, le droit au respect de la vie privée, le droit au secret de la correspondance, la liberté d'exprimer ses opinions et les droits de la défense face à la justice. Mais cela ne semble pas

gêner les citoyens français qui se déplacent sous la menace des mitraillettes des soldats en tenue de guerre, alors pourquoi, si cela passe si bien, ne pas aller plus loin? Cela est fait depuis le 8 novembre, avec la promulgation de l'état d'urgence, une loi conçue au départ comme mesure pour endiguer une guerre civile, mais qui vient ici en réponse à une révolte d'adolescents enfermés dans ces lieux de bannissement que sont les cités construites à la périphérie de nos grandes agglomérations.

Une société sécuritaire sous l'égide de l'État est une fiction qui ne peut que nier l'individu. Même si tu n'as rien à te reprocher, vivre dans une société où le moindre de tes gestes, la moindre de tes pensées est sous le contrôle de l'État c'est vivre sous un régime totalitaire. Voilà le projet de société des parlementaristes.

Vianney



La galette au beurre

LA « GAULOISE » VA MAL. Les prolos ne la fument plus beaucoup. Ils préféreraient même les blondes. De toute façon dans les ANPE où ils sont parqués, on ne peut pas fumer. Même Jean-Saul Partré (l'écrivain favori de Boris Vian) est amputé de son mégot sur l'affiche de l'expo qui lui était consacrée l'année dernière à la Bibliothèque nationale. Mais tout cela n'est rien quant au départ du marathon.

Marathon késako? C'est un « long run » comme on dit maintenant. À la vérité c'est une course de fond de 42,195 kilomètres. On sait qu'on le commence lentement, qu'il peut y avoir des coups bas, qu'un sportif peut servir de lièvre, et qu'en fin de course il faut jouer des coudes et accélérer.

Dans le chaotique panorama du monde politique français c'est un peu la même chose pour la présidentielle de 2007. De la droite à la gauche, ça commence à bétonner dur. Sur la situation actuelle (banlieues, chômage, colonisation, etc.) tous se positionnent et essayent de contenter l'opinion. C'est-à-dire de rallier à leurs positions les électeurs potentiels (vous et moi...). L'UMP, comme l'a brillamment illustré Cabu, pille par la voix de Sarkozy les suffrages du FN, le centre de Bayrou tente de se rapprocher du PS « modérateur » de l'économie de marché. L'extrême gauche dans tout ça? Au lieu de se cantonner comme d'autres (dont nous anarchistes) à œuvrer dans le mouvement social, elle veut jouer dans la cour des grands. Certes, mais à quel prix?



Les libertaires de l'avant-guerre se présentaient aux élections pour en dénoncer le système. L'extrême gauche actuelle en espère au moins des retombées médiatiques. À quoi bon sinon de vider les caisses militantes et de remettre au feu l'illusion électoraliste? À jouer les boutefeux à la télévision avec les Verts, pour



servir de mise en bouche avant le vrai débat Straus-Kahn?

Après mai 1968, d'éminents politologues préconisaient au mouvement anarchiste d'oublier Kronstadt et l'Ukraine de Makhno pour intégrer le mouvement trotskiste. Nous mettons de côté ceux qui sont au Sénat ou au PS, mais qu'en est-il de ceux qui, il y a trente ans, traitaient les anarchistes de petits bourgeois? Beaucoup sont à la gamelle ou composent avec la loi du marché. La Ligue communiste révolutionnaire par la voix d'Olivier Besancenot, a beau faire des appels du pied aux libertaires, José Bové se réfère à la CNT espagnole tout en se positionnant par rapport à une candidature unique de « la gauche de la gauche », le problème reste le même

Où on cherche sa part de la galette au beurre ou on reste dans le mouvement social pour le faire progresser et pas seulement pour s'en servir de marchepied pour d'autres ambitions.

De leur côté PS et UMP ont fort à faire pour déminer le terrain. Lors des derniers déboires électoraux de Lionel Jospin, les anarchistes n'étaient pas les seuls à pointer du doigt le peu de différences qu'il y avait entre les programmes politiques de la gauche et de la droite. Au sein du PS même, certains déploieraient que chez les socialistes on n'employait plus le mot « ouvrier »... Courage, pâles héritiers de Jaurès, l'UMP mord tellement sur les idées de l'extrême droite qu'il ne devrait pas être difficile de se dire de gauche. À moins que l'imagination ne soit restée au vestiaire?

Pour nous anarchistes, l'espoir n'est pas dans l'élection présidentielle de 2007, ni dans les autres. Il est dans nos luttes. C'est dans le mouvement social et ses avancées qu'un autre monde peut naître. Là et pas ailleurs.

Alexis Pierre



De la médecine en milieu carcéral !

LE DEGRÉ DE CIVILISATION d'une société se juge à la manière dont elle traite ses « déviants ». Il s'appelle Mikel Albusu. C'est un militant présumé de l'ETA. Il a été arrêté en France il y a un peu plus d'un an. Et, depuis, en attendant d'être jugé, il passe son temps à faire le tour de France des prisons.

Récemment, Mikel Albusu a fait une grève de la faim et de la soif pour... qui a duré dix jours. Précisons qu'en règle générale, quand on cesse de manger et de boire, la mort survient au bout d'une douzaine de jours.

Pendant toute la durée de sa grève, Mikel Albusu a été suivi par des médecins qui devaient se prononcer sur la compatibilité ou non de son état de santé avec la détention. Deux fois par jour, on lui faisait des prises de sang. On lui prenait la tension. Mais, à chaque fois, alors qu'il était en état de faiblesse manifeste, il devait se déplacer pour « les soins ». Histoire, sans doute, de l'aider à ne pas s'ankyloser.

Le sixième jour, le médecin chef a constaté qu'il allait très mal mais lui a signifié qu'il n'irait à l'hôpital que dès lors qu'il aurait perdu conscience.

Le septième jour, malgré trois essais, il fut impossible de lui faire une prise de sang.

Le huitième jour, l'infirmière ne réussit pas davantage à trouver une veine capable d'accueillir la seringue et, après lui avoir déclaré qu'elle n'était pas là pour le torturer, décida d'attendre l'arrivée du médecin chef. Celui-ci refusant de se déplacer, Mikel Albusu, 1,82 m mais désormais à 57 kg seulement, dut se rendre à pied dans le bâtiment où il se trouvait. En le voyant arriver en très piteux état, un surveillant ne put s'empêcher de s'exclamer : « C'est quoi ça ? »

Pendant la prise de sang (un médecin chef, c'est forcément plus balaise qu'une infirmière), cet assujéti au serment d'Hippocrate lui demanda : « Vous voulez mourir ou aller à l'hôpital ? » Réponse de Mikel Albusu : « Aller à l'hôpital ! » « Dites-vous bien que demander à aller à l'hôpital, c'est comme demander la liberté. Vous n'irez pas à l'hôpital. Vous ne gagnerez pas ! »

Vers 17 heures un responsable de l'administration pénitentiaire vient annoncer à Mikel Albusu qu'il allait être transféré dans une cellule plus proche de l'infirmerie car les résultats des analyses n'étaient pas bons.

Le neuvième jour, après 194 heures de grève de la soif, Mikel Albusu décide de recommencer à boire.

Le dixième jour, il recommence à s'alimenter et on lui communique alors les résultats des analyses du huitième jour. Manque de potassium, reins à l'agonie, risque d'arrêt cardiaque... Ainsi, donc, malgré son état, « on » avait délibérément (en refusant de l'hospitaliser) pris le risque qu'il meure sans soins. J'ai déjà eu l'occasion de le dire haut et clair, je ne suis pas un fan d'ETA. C'est même tout le contraire. Pour autant, je trouve intolérable et indigné que l'on puisse traiter qui que ce soit de cette manière. Que la honte soit tout entière sur ceux et celles qui, bien qu'ayant prêté le serment d'Hippocrate, se comportent comme de vulgaires auxiliaires de l'administration pénitentiaire et tout simplement comme des barbares !

Jean-Marc Raynaud

Quand l'autruche éternue...

I-pod amer

« Le message véhiculé par certains rappeurs peut légitimer, chez des jeunes paumés, au mieux l'incivilité, au pire le terrorisme. » François Grosdidier, UMP.

T'écoutes Ministère Amer, puis tu caillasses un bus, puis tu te retrouves en Irak, une ceinture d'explosifs autour de l'abdomen. Et là, entre la charge et le détonateur, t'as même plus la place pour caser ton i-pod. Dur.

Étant donné

« Étant donné qu'il est apparu que j'étais la meilleure candidate, j'ai été désignée. » Arlette Laguiller.

On retrouvera donc Arlette à la présidentielle de 2007, étant donné que la « meilleure des candidates » était surtout la seule... Pas de doutes, camarades, l'Organisation évolue : c'est juste un peu plus long que prévu.

Médecin de nuit, et brouillard

« Reprocher à Sarkozy de dire les choses, c'est comme en vouloir au médecin lorsqu'il vous annonce que vous avez un cancer. Ce qu'il faut, c'est plutôt combattre les métastases. » Pierre Lellouche, UMP.

Les tentatives lellouchiennes visant à égaler son maître seraient assez comiques, n'étant la nature dudit maître, qui ne fait plus rire du tout. On se permettra tout de même de souligner la comparaison entre Sarkozy et le médecin qui annonce que vous allez crever : c'est assez juste, au fond. De là à comparer les gosses de banlieue à des métastases grangrenant, quoi, le corps social ?... Si Lellouche jouissait d'un semblant d'audience, il y aurait là de quoi refoutre assez durablement le feu.

Transformateurs

« Ce qui a changé, c'est le regard des gens sur nous. Dans les banlieues, les gens ont peur. » Pierre, policier anonyme.

Se faire défoncer sa porte à six heures du matin, se faire contrôler trois fois par jour, se faire embarquer par la Bac parce qu'on sort de chez les potes, à la longue, oui, ça change le regard. On a peur, c'est vrai. Tellement peur qu'on préfère parfois se planquer dans un transformateur, plutôt que d'avoir affaire aux flics.

Sanatorium

« On sait que le patient a la tuberculose. Alors qu'il faudrait l'envoyer en sanatorium, Villepin et Sarkozy proposent des remèdes de bonne femme. » Le Pen.

Et merde, comme s'il ne suffisait pas de nous coller des métastases, voilà le gros porc qui ramène sa saloperie de tuberculose ! Et il nous foutrait où ? En sanatorium, bin tiens ! Et quand Le Pen veut nous enfermer dans quelque chose comme des camps, Sarkozy préférerait, lui, des camps dans lesquels nous enfermer. Fais ton choix, camarade ! Cependant, le diagnostic, du point de vue médical, n'est pas tout à fait faux : en banlieue on est tous malades. Malades de vous, bande de cons.

Réforme à l'italienne

« Je souhaite que les immigrés retournent dans le désert parler avec les chameaux et dans la jungle danser avec les singes. » Roberto Calderoli, ministre italien des Réformes.

Sans commentaires.

Frédo Ladrisse

(sources : Libération, le Parisien, Politis).

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Une femme meurt de violences conjugales tous les quatre jours

Et c'est en France, pays où l'égalité entre hommes et femmes est officiellement reconnue par la loi! D'autres chiffres sont tout aussi alarmants: une femme sur dix qui se présente aux urgences déclare avoir été victime de violence conjugale. Une jeune fille de 18 ans a été arrosée d'essence et brûlée vive à Neuilly-sur-Marne parce qu'elle avait refusé une demande en mariage de la part d'un de ses collègues. Le progrès de l'humanité se mesure au degré de liberté des femmes, et il ne peut exister de société libre tant que 51 % de la population mondiale se verra nier le statut d'êtres humains à part entière.

Taxe d'habitation des gens du voyage

L'assujettissement à la taxe d'habitation des personnes résidant dans un habitat mobile terrestre, adopté par l'Assemblée nationale dans la loi de finances 2006, est aujourd'hui une nouvelle sanction à l'encontre des gens du voyage. Il est inimaginable de taxer l'habitation tant que les communes violeront la loi, en empêchant le stationnement desdits habitants, et que ce sont ces derniers qui sont pénalisés. Ce nouvel impôt, asséné ainsi de manière forfaitaire à un niveau très élevé, intervient en effet alors que les places régulières dans les aires d'accueil sont largement insuffisantes (7 000 places ouvertes sur 30 000 prévues). Cette pénurie créée par le refus des maires de respecter la loi Besson de 2000 oblige à des stationnements irréguliers pénalisés par la loi de sécurité intérieure de 2003 avec des amendes conséquentes.

Une centrale électrique occupée à Mousseyba (Irak)

Les forces armées étatsuniennes ont transformé en base militaire la centrale électrique de la ville de Mousseyba, près de Bagdad. Les travailleurs de cette entreprise souffrent quotidiennement des provocations et des brimades lors des fouilles auxquelles ils sont soumis, pendant leurs entrées et leurs sorties de l'usine, comme s'ils pénétraient dans une caserne. Cette présence a fait de la centrale la cible permanente de bombardements, qui lui ont occasionné des dégâts et entraîné la blessure de plusieurs membres du personnel. Aussi, ces travailleurs réclament-ils l'évacuation immédiate des forces étatsuniennes de leur entreprise.

Le gouvernement ferme les centres de dépistage

Une quinzaine de militants d'Act Up-Paris ont occupé le 1^{er} décembre les locaux de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES) pour aller

protester contre la fermeture prochaine de nombreux centres de dépistage. Alors que tous les indicateurs montrent une baisse tendancielle des dépistages, alors que Xavier Bertrand se dit « inquiet de la recrudescence de la transmission », et que Villepin annonce vouloir « adapter les campagnes et les actions de prévention en donnant une image plus réaliste de la gravité de l'infection », une réforme mal gérée de « recentralisation » des politiques de prévention met en péril l'existence même de nombreux centres de dépistage du sida.

Bouffons chez Lenôtre

Suite à la manifestation nationale des chômeurs, précaires, intermittents, nous sommes partis, environ deux cents manifestants, ce 3 décembre, dans le magasin de l'enseigne Lenôtre, 15, boulevard de Courcelles (Paris 8^e), pour (re) prendre une part du gâteau que les patrons aimeraient garder pour eux! Nous nous sommes servis dans les rayons, avons mangé des petits fours et bu le champagne au nez et à la barbe de la police et des gardes mobiles présents sur place. Puis le directeur, par crainte de casse, a refusé l'intervention de la police et accepté de nous donner dix cartons pleins de nourriture. Celle-ci a été en partie mangée, en partie redistribuée à des précaires et chômeurs, des sans-logis et à des sans-papiers.

Le RAP qui dérape

Suite aux événements de ces dernières semaines dans les banlieues, des parlementaires viennent de saisir le garde des Sceaux afin que soient engagées des poursuites à l'encontre de chanteurs et de groupes de rap accusés d'inciter les jeunes à la haine et à la violence. Après les immigrés, c'est au tour des rappers d'être désignés comme « incendiaires de nos banlieues ». Les parlementaires comptent-ils faire retirer de la vente certaines chansons de Ferré, Brassens, Renaud...? « Le déserteur » sera-t-il de nouveau interdit sur les ondes comme lors de sa sortie dans une période sombre de notre histoire contemporaine où régnait la censure... et l'état d'urgence?



Aswat

Aswat, qui signifie « voix » en arabe, a été fondé en 2003 par un groupe de femmes qui voulaient ajouter une voix lesbienne palestinienne dans le mouvement gay

israélien. Elles sont un groupe dynamique et courageux de femmes qui veulent briser le tabou autour de l'homosexualité. Les militantes d'Aswat luttent pour les droits des femmes lesbiennes face à la triple oppression qu'elles vivent dans un pays discriminatoire pour les Palestiniens vivant sous la loi israélienne, comme femmes dans une société dominée par les hommes et comme lesbiennes dans la communauté arabe où il n'existe pas de mot officiel pour « gay ».

Libérez Mehmet Tarhan!

Mehmet Tarhan, ose clamer, haut et fort, depuis plusieurs années, son refus de porter l'uniforme et d'être encaserné. Il prône la non-violence, il refuse de se reconnaître dans un État quel qu'il soit, il dénonce les gouvernements guerriers incapables de respecter les êtres humains. Se déclarer objecteur de conscience, en Turquie, comme dans beaucoup d'autres pays, c'est se retrouver à maintes reprises privé de liberté. Aujourd'hui, Mehmet Tarhan purge une peine de quatre ans de prison.

Casse de l'emploi à St-Dizier (Haute-Marne)

Journée d'action ville morte marquée par la détermination des ouvriers de Mac Cormick et de la FBMA. Si ces deux entreprises ferment, ce sont 2 000 personnes qui risquent de se retrouver sur le carreau. Un millier de salariés sont venus soutenir le mouvement lancé par les syndicats (CGT et CFDT).

Action antibiométrie dans un lycée de l'Essonne

Des jeunes gens sont entrés dans un lycée de Gif-Sur-Yvette (Essonne) pour manifester contre la biométrie (contrôle d'accès) et casser les bornes de la cantine causant 20 000 euros de dégâts. Ils sont arrivés par la forêt, habillés de sacs-poubelles, portant gants, masques de mimes et massettes. Ils ont distribués des tracts protestant contre la biométrie signés « les complices » et sont rendus directement à la cantine où ils ont saccagé les deux bornes biométriques. « Demandons-nous si un monde sans caméra de surveillance, sans ordinateur, et sans portable, ne serait pas plus vivable » dit le tract adressé aux « lycéennes et lycéens » les enjoignant de « ne pas laisser remettre en marche ces fouttes machines à trier entre ceux qui ont les moyens et ceux qu'on envoie manger dehors ».

SNCF

Retour sur une grève qui a déraillé



Thierry

À L'ANNONCE DE LA GRÈVE RECONDUCTIBLE à compter du 21 novembre au soir, Louis Gallois, patron de la SNCF, a joué l'incompréhension, ne trouvant aucun fondement au mot d'ordre des syndicats.

Jurant qu'elle n'avait aucun projet de privatisation dans ses cartons, la direction de l'entreprise a tout tenté pour faire dérailler la mobilisation. Allant jusqu'à culpabiliser les grévistes, Louis Gallois, les a menacés: « Les grèves vont finir par tuer la SNCF », avant de les donner en pâture à l'opinion. En outre, la direction a multiplié les coups bas et manœuvré pour une interprétation très stricte du droit de grève: la contestation de son bien-fondé n'est pas sans rappeler la décision du TGI de Marseille qui a jugé « illégale » celle des tramotins de la RTM.

Cette contre-attaque a été téléguidée par le gouvernement qui a tenté de couper court à toute mobilisation de défense des services publics et cherché à empêcher toute éventuelle généralisation. Une fois de plus a ressurgi le débat sur le service minimum, et on a eu droit à l'éternel discours des journalistes des télé et radios qui savent faire passer un recul du droit de grève pour une victoire des libertés. Si la « pagaille » occasionnée par le mouvement

était détaillée en ouverture de journal, personne ne sait toujours rien des enjeux réels de la grève, les médias réduisant le conflit aux « otages » remplissant les quais et aux déclarations de la direction.

La continuité du service public, c'est pourtant tous les jours qu'elle est remise en cause par l'absence de moyens: trains supprimés, dessertes abandonnées. Les jongleries sémantiques autour de la « privatisation rampante » et les manœuvres de Gallois et Perben, n'enlèvent rien, au dépit et à la colère des cheminots opposés au démantèlement de l'entreprise, ce mouvement laissera des traces.

Les vraies raisons de la grève

Ce qui est inédit depuis le conflit sur les retraites il y a deux ans, c'est que quatre syndicats (CGT, Sud-Rail, FO et la FGAAC) ont appelé les cheminots à une grève « reconductible »: pourquoi ce durcissement?

Cet été, la circulation du premier train privé, conduit par un salarié de la Connex (groupe Veolia Environnement), constitue le véritable départ de la libéralisation du fret en France, soit deux ans après l'ouverture officielle à la concurrence du fret transfrontalier en 2003. L'an prochain, ce sera tout le secteur

Thierry milite au groupe de Rouen.

des marchandises intérieure, avant les trains de voyageurs, peut-être entre 2008 et 2012. De quoi nourrir les appétits d'autres opérateurs que la Connex, arrivant en prédateurs, pressés de prendre d'assaut le marché français en dehors de toute harmonisation sociale. Cette ouverture à la concurrence n'apporte rien au rail, au contraire, elle le vampirise et détruit la cohérence du réseau national, comme cela s'est passé en Allemagne où les 200 opérateurs privés n'ont rien gagné sur la route et ont simplement grignoté les parts de marché de la DB!

Du coup, la SNCF se voit obligée de basculer dans la compétition et, en octobre, lors d'une réunion à Zurich réunissant 600 de ses cadres dirigeants, Gallois et son lieutenant Pepy ont appelé à accélérer « le job des réorganisations », et posé les pointillés qui rendront possible la vente par « appartenance ». À l'opposé, tout ce qui est jugé non rentable sera supprimé ou éventuellement refilé de force aux collectivités locales. La concurrence, que la SNCF se livre à elle-même, vise via des filiales à préparer un futur dépeçage: bientôt, elle partagera le marché du fret ferroviaire avec sa propre filiale VFLI...

La toute récente création de la filiale iDTGV en était une preuve de plus: avec son circuit de vente par Internet, elle échappe au réseau des gares et à la tarification actuelle, outre le fait que tous les voyageurs n'ont pas

accès à Internet. Ainsi, aujourd'hui, on peut aller de Lille à Montpellier pour 20 euros, soit le prix d'un billet Rouen-Caen: rapporté au kilomètre, le tarif s'avère ainsi neuf fois plus coûteux pour un court mais long déplacement dans un vulgaire tortillard! De plus, la fin du monopole des trains de voyageurs interdira bientôt que la SNCF demeure seule propriétaire des gares et des quais, la séparation des rails, gares de triage, postes d'aiguillage est déjà faite avec la création de Réseau ferré de France (RFF), l'autre société d'État qui gère les infrastructures ferroviaires.

Ouverture aux concurrents mais aussi fermeture de lignes régionales pour le transport des voyageurs: depuis des lustres, la SNCF n'investit plus un rond dans ses Trains inter régionaux (TIR) ni dans les 33 000 km du réseau ferré dont 15 000 km ne sont plus entretenus de façon occasionnelle ou au coup par coup!

Partout, la SNCF se comporte comme si elle cherchait à étouffer lentement le trafic. Ainsi, il faut désormais 8h40 pour faire Lyon Bordeaux, soit près d'une heure de plus qu'il y a vingt ans!

Depuis, un autre dossier est venu encore mettre de l'huile sur le feu. Le gouvernement vient de faire voter par le Sénat une loi qui va déposséder la SNCF de la maintenance des voies et RFF de son monopole dans la maîtrise d'ouvrage

des voies nouvelles. L'Angleterre de Thatcher nous a précédés dans cette direction avec des conséquences catastrophiques, et c'est aussi dans ce pays que la Connex est déjà tristement connue, au point qu'elle s'est fait retirer sa licence d'exploitation pour insuffisance de sécurité. Et ce n'est pas tout, en France, le conseil de la concurrence a sanctionné la Connex, Kéolis (filiale de la SNCF) et Transdev (filiale de la RATP) pour s'être concertées, en vue de se répartir les marchés des transports publics urbains et faire des bénéfices accrus sur le dos des usagers...

Les services publics qui devaient assurer l'égalité d'accès des citoyens aux services essentiels sur l'ensemble du territoire sont aujourd'hui sérieusement mis à mal sous la pression concurrentielle et la captation des

activités rentables par des opérateurs privés. Et il ne faut pas oublier que l'ouverture à la concurrence, c'est aussi 11 560 emplois de cheminots déjà supprimés en trois ans!

La grève a tourné court

La grève dont le contenu était trop général, ce qui rendait son issue improbable, n'aura pas mobilisé. Le rejet quelques semaines auparavant par cinq fédérations de l'accord sur l'intéressement explique malheureusement en partie cette désaffection qui aura obligé les syndicats à monnayer à moindre coût une rapide sortie de conflit. Le constat est rude: le mécontentement social est bien réel et pourtant la grève a été peu suivie. Les thérapies de choc libérales et la participation sociale dans l'entreprise auraient-elles eu raison des dernières lignes de résistance à la casse sociale? Je ne pense pas, car « décembre 1995 » nourrit encore les esprits de nombreux cheminots, mais le mouvement du 21 novembre dernier n'est pas venu de la base, et les salariés convaincus de la justesse des revendications ne veulent plus se mettre en grève sans qu'on leur offre des perspectives précises.

Potentiellement, il y a de quoi faire redémarrer un mouvement social, sauf qu'actuellement les directions confédérales tournent le dos à une indispensable lutte contre l'offensive libérale et s'efforcent seulement de retarder les échéances.

Et ce n'est pas des cartons rouges ou « journées carrées » de 24 heures en saut-de-mouton qui diront le contraire. Les syndicats ont multiplié les actions dans de nombreuses entreprises, des grèves sectorielles vouées à l'échec, à défaut de construire une véritable mobilisation nationale interprofessionnelle.

Aujourd'hui, les confédérations ont d'autres visées, et tout est dit dans le protocole d'accord signé le 28 octobre 2004 à la SNCF par six syndicats (CGT, UNSA, CFDT, CFCT, FGAAC et CFE-CGC): il s'agit « de substituer à la culture de confrontation trop souvent vécue, une culture de négociations et de recherche de compromis [...] ».

Cet accord illustre un passage au réformisme, si nous en doutions encore. Ce n'est pas ma conception du syndicalisme!

Les échecs à répétition des derniers conflits, non seulement laissent un goût amer aux grévistes, mais posent aussi l'inquiétante question de la réelle efficacité de nos syndicats.

Il est urgent d'avoir une autre logique syndicale intégrant le « tous ensemble » et capable de donner enfin naissance à un rapport de force favorable aux salariés.

En attendant quand « la grève ne suffit pas » et parce que la colère ne passe plus uniquement par le « filtre » syndical, certains cheminots sont prêts à passer à des actes de désobéissance pour défendre le droit au transport.

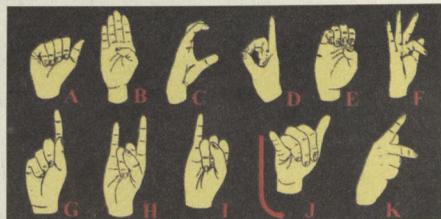
Alors un seul mot d'ordre: « La lutte, lutter encore et ne jamais cesser de lutter! » T.



Sourdes au pouvoir

La femme, l'interprète et la handicapée

Léa Gallopavo



INTERPRÈTE, voilà un métier difficile qui exige une maîtrise intellectuelle d'au minimum deux univers (sur les plans linguistique, culturel, historique, sociologique, psychologique, etc.), une sûreté et rapidité d'analyse et une expression précise. Un métier rare, qui fascine. Bref, individuellement et socialement, un métier plutôt valorisant et valorisé. Quand l'autre langue est la LSF (langue des signes française: la langue qu'ont développée les sourds), la rareté et la fascination accrues forcent le respect.

Or parmi les éléments du contexte professionnel qui sont exposés à celles et à ceux qui s'engagent dans cette voie, il y a celui que les femmes y sont très largement sur-représentées. Cela signifie-t-il que dans un monde majoritairement machiste (ou à tout le moins masculin), nous avons trouvé un havre féministe (ou à tout le moins féminin)? Ou bien cela doit-il nous faire tiquer, comme le signe d'une déconsidération? Voyons un peu...

Fidèle ou maternelle!

À y regarder, en effet, les qualités de l'interprète sont d'être dans un quasi état second, tout au service du discours source, dont elle ou il doit rapporter le sens avec fidélité et neutralité, en s'assurant de l'exacte compréhension de la personne cible. Physiquement et psychologiquement, l'interprète doit s'effacer derrière la locutrice ou le locuteur. Souviens-toi, cher lecteur, des images de rencontres entre grands de ce monde, où l'interprète se fait contorsionniste de l'oubli. Elle ou il est là, mais on ne la ou le voit pas. Quant aux conférences en salle, l'interprète est carrément dans une cabine de verre fumé

et n'existe qu'au travers d'une voix corrompue par la technique audiophonique.

Au service de, présent mais invisible, neutre, fidèle: il n'est pas besoin de déconstruire beaucoup pour que pointe une caricature de la position de la femme en sociétés machistes!

Le cas de la LSF est alors intéressant car il lézarde un peu l'édifice. C'est en effet une langue visuelle qui engage l'expression de tout le corps (pas seulement des mains comme on le croit parfois). La nécessité place l'interprète LSF sur le devant de la scène pour que les sourds signeuses et signeurs voient. « Scène » n'est évidemment pas anodin, tant le parallèle entre interprète et comédienne ou comédien s'impose. Visible, l'interprète risque de vouloir exister en tant que tel, et c'est la représentation de la femme qui s'écroulerait. Comment faire, s'interroge alors le Tyran?

D'abord, en termes de représentation sociale, les sourds ont eu la politesse (c'est ironique!) de se faire enfermer dans la catégorie du handicap, tantôt physique, tantôt mental, suite à toute une série de décisions sociales d'inspiration répressive depuis la fin du XIX^e siècle (lois, organisation générale de leur prise en charge, regards sur elles et eux, etc.), dont elles et ils ne se dégagent progressivement que depuis peu (la LSF est d'ailleurs un appui fort à cette émancipation). Or derrière l'attention aux handicapés, comme d'une manière générale aux faibles, on retrouve l'image sociale de la mère à défaut de celle de la femme. Ouf!

Mais l'argument du « toutes des salopes sauf maman » reste un peu trop grossier pour un Tyran moderne! Il convoque alors la

Léa Gallopavo milite au groupe Louise-Michel de la FA.



déontologie, cet ensemble de règles définissant les limites morales du métier (en bien comme en mal), telles que tout écart remet en cause la définition même de l'interprète, tant sur le plan professionnel (sanctions disciplinaires éventuelles) que social (désignation à la vindicte publique).

Dans ces carcans moraux et réglementaires, les femmes restent admises; mais sous strict contrôle.

Déontologie et pouvoir

Au-delà des représentations sociales, on comprend bien que les interprètes sont tenus à une neutralité et qu'ils ne peuvent surajouter leur subjectivité et leurs opinions à celles de la locutrice ou du locuteur. Il en va de la confiance des destinataires du discours, qui doivent savoir avec certitude qui parle, et qui doivent pouvoir penser que leur propre parole ne sera pas travestie en retour. L'examen des cas où la question de la déontologie est posée montre néanmoins qu'un critère discriminant est en fait celui du pouvoir.

Dans le cadre du travail courant (réunion privée ou professionnelle sans enjeu de pouvoir, comme par exemple pour permettre à un sourd de suivre une formation d'entreprise), s'il advient qu'un interprète apparait peu rigoureux, soit on n'en fait pas tout un plat, soit on va lui dire gentiment entre collègues. S'il persévère, il sera vite catalogué par ses pairs (et par les sourds aussi), mais il est peu probable que ça aille plus loin. Incidemment,

il serait intéressant de savoir si l'on retrouve proportionnellement plus d'hommes ou plus de femmes dans ce no man's land de la déontologie...

Une autre situation fut en revanche source de vifs débats parmi les sourds, en 2004, lors de la « révolution orange » en Ukraine. Imaginez l'annonce de résultats d'élections à la télévision, avec l'interprète langue des signes dans une moitié de l'écran. Soudain, n'en pouvant plus, l'interprète rompt sa neutralité et signe de manière distincte que ces résultats sont mensongers. Tollé immédiat: elle n'avait pas à prendre partie, elle s'immisce (comme être pensant) au beau milieu de son rôle, elle a trompé les sourds, elle a transgressé la déontologie, elle doit être interdite de travail, j'en passe et des meilleures.

Il ne s'agit pas ici d'ouvrir le débat, qui ne saurait être tranché par une formule définitive dans un sens ou dans l'autre, mais simplement de noter que le large écho public est manifestement dû à la nature de la situation comme se rapportant au pouvoir. Voilà une femme avec sa subjectivité (y compris politique) qui a percé sous l'interprète pour opposer son discours à celui du Tyran. Elle a dit non seulement qui parlait, mais d'où le locuteur parlait. Une seule solution pour le Tyran: brandir immédiatement la déontologie comme le CRS sa matraque ou le gendarme sa chaussette à clous!

L'épisode fera sourire l'anarchiste qui a depuis longtemps déconstruit cette représentation du pouvoir – très masculine – des élections pour le contrôle de l'appareil d'État... Il n'en reste pas moins exemplaire de l'hypothèse que nous avons posée.

Pouvoir et handicap

Panique du Tyran; ça branle dans le manche, grave! Il ne contrôle plus l'interprète, et il faut d'urgence porter la logique du pouvoir directement au niveau des handicapés. Je relaterai ici l'exemple stupéfiant de comment la SNCF et La Poste ont communiqué sur l'intégration des handicapés:

« L'humour est l'arme favorite de la compagnie théâtrale La Crète, qui interprète le film de sensibilisation à l'intégration des travailleurs handicapés, présenté le 18 octobre dernier à une centaine de managers par Louis Gallois et Jean-Paul Bailly, présidents de la SNCF et de La Poste. [...] C'est ainsi qu'un patron recrute un candidat parfait pour le poste, et lui fait signer son contrat avant que ce dernier ait eu le temps de lui expliquer qu'il est malentendant. Quand il découvre le handicap de sa jeune recrue, le recruteur se met dans une colère noire, et tente d'annuler le contrat.

« Jusqu'au moment où il se rend compte que le malentendant lit

parfaitement sur les lèvres, et peut ainsi espionner une entreprise concurrente qui se trouve dans l'immeuble d'en face... » (in les Infos, n° 229, le canard interne de la SNCF).

Tout y est! Le sourd est un « handicapé ». Il est très poli car c'est lui qui fait tout l'effort pour ne pas déranger les non-handicapés avec sa surdité. Et, pour finir, il gagne ses galons d'utilité sociale en étant espion pour son entreprise (qui sinon aurait tôt fait de le licencier). Plus besoin d'interprètes, les sourds sont invités à être directement les zélatrices ou zélateurs du Tyran, gagnant là leur égalité avec la citoyenne-électrice ou citoyen-électeur de base.

Bienvenus les sourds et les sourdes chez les anars: vous n'avez pas fini de vous battre!

Louise Michel à Babel

« Le pouvoir est maudit! » Une fois de plus les mots de notre estimée Louise Michel résonnent avec justesse. C'est bien le rapport à une situation de pouvoir, et la déontologie utilisée comme instrument de contrôle, qui peuvent expliquer qu'on ait laissé les femmes investir le champ de l'interprétariat. Libres elles y sont. Libres d'être serviables, fidèles, soumises et sous surveillance... jusqu'à ce qu'elles se rebiffent!

Et si l'on revisitait, du coup, le mythe de la tour de Babel? Nous y verrions peut-être des humains qui, collectivement et de bonne entente, ignorent les anonnements séniles d'un Dieu déjà gravement machiste et patriarcal. À leur manière impertinente, ils s'inventent dans ses nues avec la fameuse tour. Trop risqué pour le barbu et son pouvoir vicieux; il prend peur et fait capoter la construction en instillant la division et l'incompréhension parmi les blasphématrices et blasphémateurs, condamnés à parler des langues différentes.

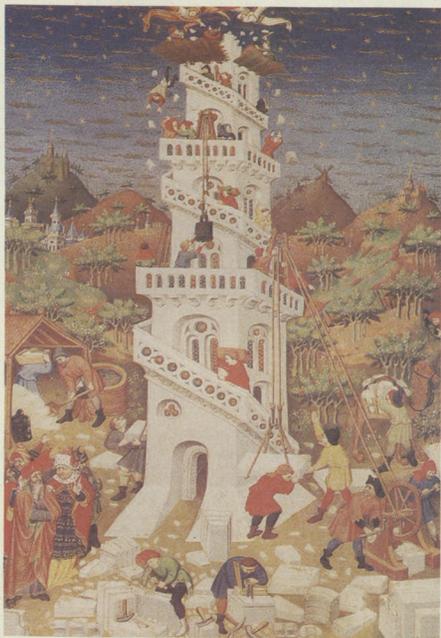
Le vieux décati sentait bien que l'organisation collective, libertaire et autogérée menacerait son modèle du pouvoir autoritaire et hiérarchique!

Dans la réalité, ces langues ne sont évidemment pas la marque d'une faute (manquerait plus que ça!), mais des éléments de l'infinie diversité des représentations du monde et de soi.

Dès lors, sauf pour chacun à acquérir, par l'éducation et la culture, la parfaite maîtrise de sa propre langue (singularité) ouvrant à l'intuition de la langue de l'autre (universalité), nous aurons grand besoin des interprètes; tout particulièrement pour les impertinents héritiers de Babel, qui veulent construire une société libertaire et solidaire (les autoritaires en effet, n'ont besoin d'interprètes qu'en phase de séduction; sinon, la brutalité leur suffit).

Alors, ni Dieu ni maître! Et pour les temps émancipés à venir, femmes (et hommes), interprètes, handicapés ou non: soyons toutes et tous sourds.

L. G.





Un journaliste « honnête » a frôlé la cité des 3 000

UN COURAGEUX JOURNALISTE s'est « presque » rendu dans la cité des 3 000 à Aulnay-sous-Bois et en a rapporté à ses lecteurs du *Point*, un chef-d'œuvre de banalités, de sous-entendus populistes et xénophobes.

Le titre « La grande peur des Gaulois » donne le ton. Ce n'est qu'en parcourant l'article que l'on finit par comprendre qu'il s'agit du surnom que se donnent les « quelques Français de souche » qui vivent dans la zone pavillonnaire jouxtant la cité et que l'auteur a choisi d'interviewer (ils étaient sûrement plus intéressants que les « casseurs » de la cité toute proche), courageux, mais pas téméraire!

Les casseurs dorment jusqu'à 14 heures

Le journaliste se fait déposer par un taxi à 500 mètres de la « zone sensible », car le chauffeur refusait d'aller plus loin. Mais un habitant du quartier rassure vite Tintin reporter :

« Les casseurs dorment jusqu'à 14 heures. »

Évidemment, on aurait pu s'en douter, les sauvages ne peuvent être que des feignants! Puis, le journaliste prend conscience que le quartier est « rempli de Maghrébins, de fidèles en djellaba et coiffés d'une calotte blanche ou encore de femmes en boubou qui tiennent d'un doigt leur enfant en bas âge à la démarche hésitante ».

Les seuls Blancs du périmètre sont le médecin et son assistante dont « l'angoisse se lit sur [le] visage » et prévient :

« On ne peut pas vous recevoir car, à 17 heures, il faut avoir fini la journée. On n'a pas envie de voir nos voitures flamber, même si on est connus, nous n'avons pas confiance et nous en avons besoin pour rentrer chez nous. »

Donc, le journaliste continue son chemin et interviewe un des « irréductibles Gaulois » qui lui montre une photo de classe, « avec une seule tache blanche : sa fille ».

Mais, heureusement, « il était président des parents d'élèves pour la protéger, tandis que plus d'une fois il s'est fait cracher dessus ».

« Nous sommes tellement différents les uns des autres »

Un autre riverain s'est barricadé et raconte que « des jeunes sont venus déposer leur butin sur sa terrasse, mais il n'a rien pu leur dire, sinon c'était les repréailles ».

Qu'est devenu le butin, parti au marché noir? Ensuite, un jeune lui raconte « qu'il est fan de hard rock, tandis que ceux du quartier le sont de rap, ce qui suffit à nous opposer : eux sont plongés dans l'argent facile et la dope ».

Franchement, je n'ai pas vu le rapport avec le rap, mais bon, je n'ai pas l'habitude de décrypter le parler du *Point*. Un autre habitant a bien « pensé à organiser des après-midi barbecue, mais a vite renoncé : nous sommes tellement différents les uns des autres ».

Un argument qui a du sens. Un responsable d'une PME installée dans « l'hôtel des activités » en plein cœur de la cité ne s'habitue pas « aux harcèlements des bandes, qui tirent des pierres à la fronde depuis le terrain de foot ».

On lui a donc « proposé de participer à une milice privée de surveillance », mais il préfère repartir à Orléans « n'en pouvant plus de faire du slalom entre les voitures en flammes ».

Et ce reportage passionnant et tellement pédagogique s'achève à la nuit tombée, tandis que « les camions de CRS prennent position, avec les pompiers, et que les jeunes présents dans les rues depuis le milieu de l'après-midi se regroupent à nouveau, et que la nuit s'annonce encore chaude ».

Voilà comment la « grande presse » traite le sujet des violences et de l'exclusion dans les banlieues.

Comme disait Léo Ferré, il doit s'agir « d'un journaliste honnête ». En tout cas bravo, et nous lui souhaitons de remporter le prix de Grand Reporter 2005, pour bons services rendus à la nation. Et puis si vous avez l'esprit critique et envie d'en savoir plus sur ce que vivent les jeunes des 3000, vous n'avez qu'à aller leur demander!

Patrick Schindler

Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

Feux de détresse

Le groupe de Paris du mouvement surréaliste

PENDANT TROIS SEMAINES, dans les ghettos des banlieues pauvres, nommés par euphémisme cités ou quartiers sensibles, à la périphérie de la périphérie, des milliers de voitures ont brûlé, des équipements publics ont été dévastés, des compagnies de CRS ont été délibérément attaquées. L'étincelle qui a mis le feu aux poudres, la mort absurde de deux adolescents saisis d'insécurité par le comportement ordinaire de la police, n'a rien de nouveau : il y eut par le passé des bavures tout aussi graves et bien plus caractérisées auxquelles ont presque toujours répondu des saccages, mais qui sont restés localisés. Rien de nouveau non plus dans les méthodes employées et les cibles visées : depuis plusieurs années, en Alsace notamment, des voitures flambent la nuit de la Saint-Sylvestre ou lors de plus obscures commémorations ; et cela fait déjà longtemps que des établissements d'enseignement sont vandalisés par des collégiens en rupture d'école, que des bus ou des voitures de police sont caillassés, que des voyageurs sont dépouillés dans les transports publics. La nouveauté, aujourd'hui, c'est l'extension immédiate des violences, leur propagation rapide, la contamination dans les provinces et au-delà des frontières d'un mouvement spontané et non prémédité.

Mouvement sans revendications explicites, à part la démission d'un ministre de l'Intérieur disqualifié par ses propos et que tout le monde sait mépriser par ses supérieurs ; mouvement impossible à réduire à une revendication ethnique ou raciale, car si les émeutiers sont en majorité d'origine maghrébine ou africaine, on y distingue aussi des Asiatiques et des Français de souche ; mouvement irréductible à la catégorie de la jeunesse puisque la majorité des jeunes, à la différence de Mai 68, des manifestations contre le CIP en 1994 ou encore du récent mouvement lycéen du printemps dernier ne s'y associent pas ; mouvement sans esprit ni conscience de classe, typique des soulèvements plébéiens qui brouillent les distinctions convenues ; mouvement de « révolte logique » face à la misère permanente et à l'humiliation quotidienne, mais mouvement sans stratégie, trop enclin à se contempler sur les écrans de télévision, tirant sa force éphémère de la couverture médiatique qui lui est faite, et dépendant du même coup de l'autocensure de l'information mise en place pour éviter « l'effet Téléthon ». Mouvement cependant

LA PEUGEOT 206 CC en flamme !

Réunis pour la première fois dans ce magnifique coffret, la très belle Peugeot 206 CC décapotable avec son hard-top et ses tag reprenant les slogans en vogue à l'époque, accompagnée de ses 3 figurines représentant des délinquants en train de commettre leur forfait.

Retrouves chez toi l'ambiance particulière de ces émeutes de banlieue qui ont fait le succès des années 2000.

Figurines réalisées en plastique et entièrement peintes à la main.

Reproduction d'un véritable cocktail molotov.



plus ludiste que ludique, s'alimentant aux sources d'un réel désespoir, mais dépourvu d'utopie, à l'horizon borné par les barres et les tours. Mouvement incompréhensible pour les sociologues, les journalistes et jusqu'à certains révolutionnaires eux-mêmes, puisqu'il résiste aux clés bien huilées avec lesquelles ils ont l'habitude d'expliquer les mouvements sociaux : ni l'analyse sociologique ni l'étude de la composition de classe ne parviennent à en cerner la spécificité. C'est que ces émeutes sont celles d'une plèbe inidentifiable, de corps rebelles dont l'existence est réduite à la vie nue et qui n'ont pas encore trouvé d'autre langage que celui des gestes destructeurs.

Ne nous faisons pas d'illusions, dans la vie courante, nombre de ses acteurs sont haïsables : abrutis pour certains par la religion, aliénés par la consommation permise, adeptes des valeurs viriles, communiant avec les maîtres de la société dans l'imbécile culte du sport, — certaines émeutes ont été suspendues le temps d'un match de foot à la télévision —, trop souvent abjects dans leur comportement avec les femmes dont l'absence dans les émeutes en signe l'inacceptable limitation, ils ne seraient certes pas nos amis. C'est leur révolte qui, au-delà d'eux, est remarquable. À travers leurs contradictions mêmes, ils représentent la face sombre et vengeresse de l'inconscient social trop longtemps refoulé, comme l'ont représenté autrefois les classes dangereuses. Mais, sous peine de replonger plus amèrement dans leur misère, il leur faudra tirer les leçons de l'expérience afin de gagner en lucidité : déjà, ils ont vu à l'œuvre le rôle répressif des imams et de l'islam, simple auxiliaire, comme toute religion, de la police ; il leur reste à se débarrasser de toute forme de morale puritaine et virile afin que les femmes se joignent activement et à part égale, comme les Pétroleuses de la Commune, à tout combat futur ; ils doivent de même en finir avec la stupide rivalité de bandes qui les rive à leur territoire et les prive de mobilité offensive ; enfin il devront apprendre à choisir des cibles plus directes politiques.

Dans une société où toutes les formes antérieures d'appartenance et donc de conscience qui leur étaient associées ont été laminées, ces événements témoignent du retour éruptif et incontrôlable de la question sociale, d'abord sous une forme immédiatement négative, que symbolise le feu, cet emblème de toutes les apocalypses. Certes, contrairement aux émeutes de Los Angeles en 1965 et en 1992, la population des quartiers ne s'est pas jointe en masse aux émeutiers, contrairement à Mai 68 la poésie ni l'intelligence ne sont sur les barricades, et aucune grève sauvage ne va se généraliser à la faveur de ces troubles. Mais les dirigeants ont eu chaud aux pieds et ont dû lever le masque. Une démocratie qui, pour faire face à un mouvement quantitativement limité eu égard au nombre de ses participants, est obligée de remettre en vigueur une vieille loi coloniale, ne fait que révéler son imposture constitutive : là où la police abusait de ses attributions, l'état d'urgence donne à ses abus la légitimité qui leur manquait ; et ce qu'on appelait naguère « liberté individuelle » s'appelle aujourd'hui pouvoir discrétionnaire du flic.

De toute manière, ce que viennent de dessiner en un éclair les feux de détresse allumés durant ces nuits de novembre, c'est le retour d'une possibilité qui semblait perdue : celle d'affoler le pouvoir même lorsque ses forces sont harcelées en ordre dispersé sur l'ensemble du territoire par une poignée de laissés-pour-compte. On peut dès lors imaginer la puissance d'un soulèvement qui entraînerait, par-delà les habitants des ghettos, toute une population en voie de paupérisation croissante et irait porter la guerre civile contre les organes mêmes du capital et de l'État. Au-delà des récents brasiers présentés comme l'image même du cauchemar, il est temps que se lève de nouveau un rêve concret d'utopie.

Paris, le 30 novembre 2005

<http://surrealisme.ouvaton.org>

Le cinéma populaire et ses idéologies



IL FAUT REMERCIER Christiane Passevant et Larry Portis du numéro de *L'Homme et la société* (L'Harmattan, 23 euros) qui porte ce titre. On y apprend, et on y comprend, bien des choses. Et d'abord la véritable raison de l'énorme popularité en France de Louis de Funès! Louis de Funès? Oui, oui, l'étoile de tant de nanars, le miroir du Français dans tout ce qu'il a de laid? Précisément!

« De Funès incarne dans ses films tout un panel du caractère national. Les râleurs, les rouspéteurs, les couards, les serviles devant l'auto-

rité, les représentants d'une autorité homnie, mais aussi les autres, ceux qui s'insurgent contre les méfaits du pouvoir, bref autant de sports nationaux qui font partie du paysage politique. [...]

« Tous les aspects du caractère national des Français peuvent s'expliquer comme des réactions à la formation de cette structure d'autorité [l'État français créé depuis la centralisation monarchique] si présente dans la vie française - l'individualisme qui prend souvent une tournure égoïste, le rapport de force comme base initiale des relations humaines, parler pour s'écouter (et ne pas écouter l'autre), une fierté nationale qui confine au sens d'une supériorité. Regarder Louis de Funès caricaturer ces traits de caractère constitue un exutoire pour un public souvent en proie aux frustrations et aux tensions engendrées par le carcan autoritaire. Le plus frappant est le processus qui permet à la tutelle étatique d'infantiliser la population. [...] Ce qui est remarquable dans la personnalité et le jeu de comédien de Louis de Funès est qu'il réussisse tout à la fois à exprimer l'assujettissement avilissant et honteux, la mauvaise foi produite par le système et l'esprit de résistance qu'il engendre. »

Jolie note de bas de page: « La popularité étonnante de Louis de Funès tient pour beau-

coup à son talent de mime, à son pouvoir de communiquer par les grimaces, les gestes et les bruits de bouche. La scène du *Gendarme se marie* où les amoureux, Ludovic Cruchot et Josépha Lefrançois anticipent des questions respectives en échangeant des bruits attendrissants au lieu de mots est significative. Dans un pays comme la France où le beau parler est encensé, ce recours aux sons qui rapprochent les êtres humains des animaux gomme la frustration ressentie par la majorité du public qui n'a pas la formation orale des élites pour briller. »

Pierre Bourdieu constate le même mécanisme dans *la Distinction*, mais ça lui prend plusieurs centaines de pages! Et ceci encore:

« Louis de Funès, né à Courbevoie en 1914, est issu d'une famille de la noblesse de Séville. Fils d'un avocat espagnol devenu diamantaire, son vrai nom est Carlos Luis de Funes de Galarza. Élève difficile, voire farceur, il quitte l'école avant le baccalauréat. En 1939, il est réformé grâce à une erreur de dossier et se lance dans plusieurs métiers. Sa manière d'être ne rencontre jamais la bienveillance de ses patrons. »

À signaler, trois interviews menées par Christiane Passevant, dont une singulièrement éclairante, « Propagande de guerre, propagande de paix », un article surprenant sur les vidéos de « Kanowood » (il y a Hollywood, il y a Bollywood et, au Nigéria, il y a Kanowood!) et celui de J.-P. Garnier intitulé « Le passé radieux des *Choristes* »: un analyseur des nostalgies populaires qui dévoile le point commun, pas si reluisant, entre les *Choristes*, *Être ou Avoir* et *le Fabuleux Destin d'Amélie Poulain*. Ce point commun est de justifier le manque d'ambition sociale, le manque de rêves, le manque de désir: « Fasciné par la ferveur et l'enthousiasme du peuple de Paris lors des journées tumultueuses qui suivirent la prise de la Bastille, Restif de la Bretonne avait eu ce cri d'admiration: " Ce sont de petites gens, mais ils ont de grands projets." » Se lamentant sur la disparition de ces grands projets constatée par les cinéastes, J.-P. Garnier résume ces trois films en trois phrases: « Les lendemains ne chanteront plus? Eh bien réenchanteons le monde d'hier. Peut-être cela aidera-t-il à supporter celui d'aujourd'hui. »

Nestor Potkine

Charity Business

Jacques Langlois

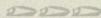
CETTE SEMAINE, je viens d'être inondé par des demandes d'organismes caritatifs: Médecins sans frontières, Médecins du monde, Handicap international, Action contre la faim, Mission médicale internationale, Emmaüs, les Restos du cœur, etc. J'en passe. Il est vrai que j'ai commis la grosse bêtise de payer deux ou trois fois par chèque. Du coup, non seulement mon adresse est enregistrée, mais encore force est de constater que le fichier où je figure a été vendu à tous les copains et coquins du Charity Business. Cela en contravention avec la loi Informatique et Liberté du 6 janvier 1978.

Cette déferlante est intéressante. Elle montre déjà que les tapeurs ont adopté des méthodes agressives de marketing. Telle boîte me signale, pour me culpabiliser, que c'est sa deuxième relance. J'en ai inféré que cet organisme n'était pas français, car le deuxième envoi correspond seulement à une première relance. C'est que souvent, derrière des marques et logos francisés, il est facile de détecter des machins d'inspiration anglosaxonne camouflant des Églises protestantes (évangélistes, pentecôtistes, etc.) ou des sectes profitant de la misère du monde pour avancer leurs pions missionnaires. C'est moins brutal et moins voyant que du bon temps de la colonisation. La catho n'est pas en reste, et j'ai pu déceler des menées de l'Opus Dei. Nos camarades musulmans, tenus par l'obligation coranique de l'aumône, sont la cible d'organismes plus ou moins fondamentalistes qui pratiquent le même schéma: profiter de la misère et des catastrophes pour déguiser la propagande derrière la charité. Dans les méthodes de marketing, il y a des éléments de vente forcée. Le quémendeur vous envoie un stylo-bille, des cartes postales, des cartes de vœux, des adhésifs préimprimés à vos noms et coordonnées, une cuiller pour bébé mourant de faim, etc. L'idée est, là encore, de vous culpabiliser si vous n'envoyez pas un peu d'argent en récompte du cadeau qui vous a été fait. On est dans la logique du don et du contre-don, sauf que c'est payant. Par ailleurs, la

relance périodique à échéances assez rapprochées est permanente. Et comme le gouvernement a porté à 66 % du montant donné les déductions d'impôt, maintenant le Charity Business vous demande de réinvestir aussi sec la somme fiscalement économisée.

Ces manipulations feraient plutôt rire s'il n'y avait des enjeux politiques et sociaux très importants dans ce genre de pratiques en expansion continue. On peut déjà émettre une loi: plus la pauvreté augmente grâce à l'essor du capitalisme financier mondialisé, plus la demande d'assistance s'accroît, plus d'organismes associatifs et charitables cherchent à se placer sur ce segment de marché et à augmenter leurs parts de marchés. Cette isomorphie entre commerce concurrentiel et œuvres de charité n'est évidemment pas accidentelle: les deux choses fonctionnent suivant le modèle économique dominant du capitalisme libéral et, comme on l'a vu, la charité a copié les pratiques perverses du marketing. Mais le Charity Business montre un caractère supplémentaire: il est fondé sur la culpabilité (trait dominant de la culture judéo-chrétienne), ce qui permet au donateur, qui souvent adhère pleinement aux thèses et aux pratiques libérales et individualistes, de se donner bonne conscience à bon compte. Au passage, cela lui permet de ne pas voir que d'un côté il participe au mouvement de destruction de toutes les solidarités collectives, lesquelles sont remplacées par la charité qui n'est qu'une approche individuelle, et de l'autre il s'exonère de toute responsabilité dans les désordres du monde capitaliste en faisant montre de philanthropie personnelle. C'est exactement la même attitude que celle des dames patronnesses du XIX^e siècle. Ce que devient effectivement le don n'intéresse que peu l'homme charitable. Il s'en remet à l'image (d'où l'importance de la pub dans la charité moderne) du collecteur. Or des gouvernements dignes de ce nom auraient dû depuis longtemps vérifier que les dons ne sont pas sérieusement entamés par les frais de gestion, la publicité, le marketing,





voire à l'instar de l'ARC, par des détournements de fonds, des sinécures, de la corruption. Sur la corruption, il est évident que les pays destinataires des dons se servent largement au passage, ce qui indique que le Charity Business contribue largement au maintien en place de dictateurs, de chefs de guerre, d'affairistes qui revendent une part des dons à leur profit. La question ne sera pas posée car il ne faut pas froisser les dictatures et les exploités, car les organismes de charité créent de l'emploi, car ils développent une culture de soumission au libéralisme, d'individualisme par la personnalisation du don (mentalité tout à fait nécessaire à l'expansion du capital financier), de repli sur soi avec désaffectation de l'intérêt porté à la chose publique, de culpabilisation: comment revendiquer alors que le Charity Business vous prouve combien vous êtes un nanti, un privilégié en ce bas monde. Enfin, la charité, ce qu'exploitent parfaitement ses propagandistes et les politicards, permet de tenir les narines des pauvres et des exploités juste au-dessus du niveau de la merde de façon qu'ils préfèrent ce qu'ils ont pour survivre à l'aventure de la révolte contre le système sociopolitique qui les a exclus. La charité n'est pas la justice, et rappelons-nous la belle phrase de Victor Hugo qui préférerait la justice à la pauvreté secourue.

La charité est une béquille, un emplâtre sur la misère, la précarité, l'inégalité. La charité est une démarche morale purement individuelle; donc elle encourage l'individualisme. Elle est aussi un bon moyen de stigmatiser les pauvres et les exclus: ils ont mérité leur sort à cause de leur incompétence, de leur absence de courage et de volonté, de leur irresponsabilité. Donnez-leur une piécette et ils vont aller la boire ou s'acheter de la drogue. Mais il y a des pauvres méritants, victimes des circonstances et des événements. C'est à ceux-là que la charité doit s'attacher. La charité devient, suivant le modèle anglo-saxon protestant, un processus de sélection d'autant plus horrible et immoral qu'il catégorise les pauvres et, pour ainsi dire, hiérarchise entre ceux qu'il faut laisser tomber dans le trou (vive Malthus!) et ceux dont le nez peut tout juste en émerger.

À l'échelle nationale, la charité anglo-saxonne, qu'imite à grands pas l'Union européenne, repose beaucoup sur les communautés locales, ethniques, religieuses. On y est dans le communautarisme qui ne soigne que ses coreligionnaires et que sa proximité sans s'occuper de ceux qui sont différents ou éloignés, ce qui fait aboutir à une juxtaposition de communautés, c'est-à-dire à la disparition de la

politique comme facteur d'unification et d'égalisation d'un vaste territoire aux populations diversifiées. La charité communautariste contribue à l'enfermement sur soi, à la fermeture à l'autre et au différent. Elle est en cela bien utile au capital et aux politicards dont la devise a toujours été de diviser pour régner. C'est chose faite: la société n'est plus qu'une collection d'atomes individuels et de molécules communautaires. Ce modèle est en train d'envahir toute la planète. La charité ne peut pas être une valeur universaliste car elle entretient par des compensations locales et à court terme les divisions du monde, car elle est véhiculée de plus en plus par des obédiences qui circonscrivent souvent leur action à des cibles susceptibles de les rallier.

La charité renforce les politicards et les affairistes en soignant un peu les maux qu'ils installent partout dans le monde au nom du libéralisme financier. Mais, ce faisant, elle tue le politique comme sphère de solidarité et de justice. Prenons l'exemple des assurances. On peut caractériser les modèles en

place suivant deux axes: aspect individuel ou collectif; caractère



obligatoire ou volontaire. Cela donne quatre modèles:

– Assurance collective et volontaire. C'est le cas des mutuelles, qui sont fondées sur l'adhésion individuelle et qui solidarisent les cotisants sans distinction de fortune, d'âge, de sexe, etc. Les mutuelles procurent un foisonnement des risques (une « mutualisation ») et surtout un projet moral de solidarité entre toutes les personnes qui les vivent et qui se sont associées pour se soutenir mutuellement dans l'adversité. Le gouvernement de l'hipponyme, Galouzeau et les directions d'EDF et de GDF viennent d'inventer la mutuelle obligatoire pour retraités coupés des agents actifs, ce qui tue la solidarité entre eux (décret du

15 février 2005 sabordant l'ancienne mutuelle d'EDF/GDF).

– Assurance collective et obligatoire. C'est le système anglais installé par Beveridge et fondé sur l'État et l'impôt et non sur des cotisations. C'est ce que devient peu à peu la Sécurité française avec la CSG, la RDS et la loi de finances de sécurité sociale votée par le parlement. Mais l'adhésion à la Sécurité était obligatoire pour les salariés dès l'origine. La solidarité au lieu d'être un projet associatif y est un simple foisonnement financier des recettes et des dépenses.

– Assurance individuelle et volontaire. C'est le système des assurances privées que les gouvernements libéraux développent à toute vitesse. Il sélectionne les risques, soit en les éliminant (malades, par exemple du sida) soit en les surtaxant (les vieux). Il n'est qu'une « mutualisation » des opérations financières.

– Assurance individuelle et obligatoire. C'est le système installé par Bismarck fondé sur des cotisations individuelles mais avec obligation de s'assurer aux fins de foisonnement et de solidarité. C'est l'ancienne Sécurité française.

Le Charity Business s'installe d'office dans le remplacement progressif des anciens systèmes dits d'État-providence par l'assurance privée sans solidarité. En effet, les gouvernements savent dans les prestations et les dépenses des systèmes publics, le chômage les privant de ressources, ce qui clive la population entre couverts et non couverts (il faut être salarié), entre ceux qui peuvent payer des assurances complémentaires et ceux qui sont réduits aux prestations d'État (Grande-Bretagne) ou à celles de la Sécurité, en diminution constante avec augmentation des cotisations et des tickets modérateurs.

Le plus grave est que les systèmes collectifs, malgré tous leurs défauts, sont en voie de disparition, comme tous les services publics financés par l'impôt qui assureraient une prise en charge égalitaire et solidaire des citoyens. Que faire? Militer pour le mutualisme, ok. Mais celui-ci repose sur des cotisations. Donc il faudrait que la mutualité elle-même dispense les plus démunis de cotisations en en répercutant le coût sur les cotisants aisés. Agir pour la suppression de la Sécurité, à remplacer par une fédération de mutuelles et par une subvention étatique à l'aide à l'entrée dans une mutuelle. Concentrer les syndicats sur une mission principale; la défense des rémunérations, des conditions de travail, la formation.

Comme disait Proudhon, ce qu'il faut relever, pour augmenter les salaires, c'est d'abord la valeur du travail, c'est-à-dire la qualification.

Cela est à joindre à la lutte permanente entre le salariat et le capital pour le partage de la valeur ajoutée dans le revenu national. Mais c'est une lutte désormais mondiale, car avec les délocalisations accélérées restera-t-il une valeur ajoutée?

J. L.

Bons pour le service ?

Non !

Michèle Crès

En 1959, j'avais dix ans et étais surtout préoccupée de jeux d'enfant, peu consciente ou soucieuse de l'environnement social et politique, et encore moins des relations tumultueuses que mon pays entretenait avec ses colonies. En 1959, ils avaient autour de 20 ans et étaient « bons pour le service », entraînés vers des « jeux de grands » qu'ils ont refusés tout d'un bloc.

En 2001, ils se sont retrouvés à quelques-uns et en ont reparlé. C'est ce refus qu'Erica Fraters a mis en mots et en histoires. Sorti des rotatives en cette fin de mois de novembre 2005 où notre beau pays, comme le titrait le Monde du 30 novembre, « revisite sa mémoire coloniale » – et on en mesure d'ores et déjà tous les effets puisque le fameux alinéa 4 de la loi du 23 février 2005 qui impose que les programmes scolaires « reconnaissent le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord » n'est toujours pas abrogé –, l'ouvrage intitulé *Réfractaires à la guerre d'Algérie 1959-1963* arrive bien à propos.

Mais qui est Erica Fraters ? Dès la page 4, nous apprenons que l'auteure ainsi nommée n'existe pas : « C'est un nom collectif (anagramme du mot RÉFRACTAIRES) qui ne cache pas tous ceux sans qui ce livre n'aurait pu s'écrire. »

L'imagination subversive qui va guider dans l'action ceux qui, mobilisés ou rappelés, ont dit « non » à la guerre coloniale est déjà là, en couverture : ce n'est pas la relative bonhomie des deux pandores transportant une des actrices du mouvement qui va nous tromper. Et ces histoires de l'Histoire, illustration du combat non violent mené par des hommes et des femmes de tous horizons contre cette guerre, appelée pudiquement à l'époque « opérations de maintien de l'ordre » et jusqu'à des temps encore proches « événements d'Algérie », sont pour nous, jeunes et moins jeunes, en 2005, un outil de réflexion à la fois pédagogique, historique et documentaire.

Précédés d'une préface de l'avocat Jean-Jacques de Felice qui rend à ces « résistants » un hommage chaleureux, les treize chapitres

de l'ouvrage, solidement structuré selon l'évolution chronologique des faits, exposent un combat mené entre 1959 et 1963 au sein de l'Action civique non violente (ACNV) et se terminent sur une courte biographie de certains des protagonistes, suivie d'une postface émouvante de la sociologue Djouida Séhili qui insiste sur la charge émotionnelle de ce travail de mémoire. Cette immense tâche de reconstitution d'un passé douloureux pour beaucoup, à divers titres, est renforcée par une importante iconographie et par des références bibliographiques qui permettront aux curieux d'approfondir leurs recherches.

Les raisons de la démarche, besoin de relater le passé trop souvent éludé par les historiens « officiels » ou partiellement exposé, la présentation des acteurs et des actrices aux motivations et origines philosophiques, religieuses et politiques diverses (des chrétiens côtoient des athées et des anarchistes, des militants politiques chevronnés des M. ou M^{me} Tout-le-Monde) sont le point de départ du livre. Un dénominateur commun : l'opposition à cette guerre. Un bref rappel des origines de l'ACNV et de ses rapports avec Lanza del Vasto, un exposé de ses règles de fonctionnement, de ses premières actions qui ne cesseront, pour certaines d'entre elles, de se répéter : jeunes contre la torture en France, pratique de la désobéissance civile pour dénoncer l'existence de « camps de concentration » d'Algériens, chantiers de travail, manifestations et marches de toutes sortes, et nous plongeons peu à peu dans l'exposition des faits, année par année, cas par cas, émaillée d'encadrés rappelant certaines lois en vigueur (le trop fameux « article 16 »), explicatifs (le Service civil international), ou narratifs (témoignages plus personnels des participants), d'articles de la grande presse régionale et nationale relatant les mésaventures de tel ou tel, ou un acte particulièrement spectaculaire, et de tracts rédigés par les intéressés à destination de la population pour faire connaître le sens de leur démarche et populariser leur action.

Cette histoire collective est très judicieusement éclairée, au moyen d'une typographie





Un réfractaire et des solidaires enchaînés aux grilles des thermes de Clury.

différent, par le rappel des « grands événements » (attentat contre de Gaulle, pourparlers d'Évian et assassinat du maire d'Évian, attentats de l'OAS, putsch des généraux, référendum en Algérie sur l'indépendance, etc.); ainsi, au fil des pages, les actions des réfractaires – enchaînement aux grilles des monuments, renvois de livrets et d'habits militaires – sont-elles reliées constamment à l'événement « politique » qui alimente les doutes de ces hommes, leurs interrogations, et provoque des remises en question incessantes, personnelles et collectives: il leur faut montrer qu'ils ne se défilent pas, comme cela leur était souvent reproché par une opinion publique ou familiale « sous influence ». Et ils ne cessent de réclamer un service civil de remplacement. Et ils ne cessent de s'atteler à des chantiers sur les bidonvilles, remettent en état des maisons de travailleurs dans le dénuement, etc. Et ils passent devant les tribunaux et vont en taule – un chapitre entier est consacré aux différentes formes de détention.

Devant nos yeux défilent des portraits attachants avec, sommairement dessiné, le vécu personnel de chacun – Jo, Pierre, Michel, Claude, Robert, André, Marc, Bernard, Jean, Alain, Georges et beaucoup d'autres –, mais l'accent est toujours bien évidemment mis sur l'aspect collectif de cette résistance non violente qui donne un sens à la démarche indivi-

duelle et permet à tous d'afficher un incroyable culot et une grande détermination face à la police (dont on connaît les actes de répression féroce lors de la manifestation des Algériens le 17 octobre 1961 à Paris et celle du 8 février 1962 contre les attentats de l'OAS), de développer une imagination débordante dans les actions entreprises (par exemple en répondant à plusieurs d'une même identité), et sur la solidarité sans faille qui les lie entre eux aussi bien que sur celle dont ils font preuve à l'égard des plus démunis (Algériens vivant en France notamment), restant fidèles à leur morale et à leur intime conviction: rien n'aurait pu se faire sans ce lien profond qui attache ainsi chacun à tous les autres.

Et rien n'aurait pu se faire également sans la présence d'un solide réseau de soutiens. Le projet initial de l'ACNV ainsi défini: « Les jeunes qui ne doutent plus que le combat militaire soit maintenant inutile et seulement destructeur, qui refusent au nom de leur conscience d'y participer et cherchent une action efficace sont appelés à ne pas passer à l'étranger, à ne pas entrer dans la clandestinité, mais à réclamer le droit de faire en Algérie un travail constructif, même dangereux » exigeait un encadrement et une structure infailibles, souples, pour accueillir les mobilisables ou rappelés – futurs réfractaires donc – et les

aider dans leur vie matérielle de chaque jour, assurer l'intendance, entretenir la dynamique: ce sont les « solidaires », ceux et celles qui accueillent les nouveaux, appuient l'action, envoient des lettres de réconfort aux familles concernées ou aux présidents des tribunaux lors des procès, qui soutiennent aussi les compagnes de ces jeunes, pour lesquelles le quotidien est souvent éprouvant.

Le rôle des « solidaires » fut donc extrêmement important et, comme pour les réfractaires, leurs motivations étaient variées et leur prise de conscience parfois soudaine: « Les cris des torturés, à quelques centaines de mètres de moi, étouffés par la lâcheté ou l'indifférence... je n'avais pas le choix. Ou je faisais comme si de rien n'était ou bien je faisais quelque chose pour protester, arrêter ça, me sentir solidaire... », raconte Anne-Marie, que rien ne prédisposait à s'« intéresser de près ou de loin à la politique. Cela ne me concernait pas ». Et pourtant elle deviendra, comme d'autres, un véritable pilier de cette équipe de soutien.

C'est à cette époque que, parallèlement à l'histoire de l'ACNV, se déroule une autre histoire: la grève de la faim de Louis Lecoq, militant pacifiste et anarchiste, pour obtenir « la libération de tous les emprisonnés qui refusent le service militaire pour quelque raison que ce soit », qui durera du 1^{er} au 22 juin 1962 et aboutira à la reconnaissance du statut d'objet de conscience dont le principe est acquis fin 1963, mais qui exigera bien d'autres luttes avant de permettre une réelle concrétisation.

Nous nous sommes retrouvés à quelques-uns lors de la distribution amicale de cet ouvrage: les plus jeunes n'ayant découvert les arcanes de la « bataille » que par bribes dans leurs lectures, et les aînés qui, l'ayant vécue, regardaient avec émotion et presque un certain étonnement leurs aventures aujourd'hui bien gravées sur le papier – et renforcées, soulignons-le, par un film² qui sera disponible début 2006 et un site Internet.³ Tous curieux et émus, donc, mais les « trop jeunes pour les avoir vécues » pensant que les histoires de leurs devanciers pouvaient peut-être avoir des prolongements dans une réflexion et une pratique militantes différentes de celles qui ont souvent cours aujourd'hui. Car déjà, comme pour nous conforter dans cette pensée, certains se sont attelés à un chantier en Palestine et à une nouvelle bataille effleurée dans l'ouvrage: le soutien des refuzniks israéliens.

À suivre...

M. C.

1. Éditions Syllepse, 18 euros. Disponible à Publico.
2. Comme un seul homme, réalisé par François Chouquet.
3. <http://www.refractairesnonviolentsalgerie1959a63.org>

La cigale chantera-t-elle tout l'été ?

UN MONDE DE DINGUES. Qui a de quoi faire déchanter même les cigales... Des légumes qui n'atteignent à la communication... que pour mieux s'entre-déchirer entre parcelles de maïs transgéniques et classiques ! Un fils « formaté » par le néo-libéralisme des Accords généraux du commerce et des services, qui découvre, après la mort de son père, l'idée même de la véritable liberté. Un clone, issu d'une société où la cryogénéisation est imposée, qui va être bouleversé dans ses certitudes par un mandarin galactique libertaire...

Six nouvelles donc, porteuses de six univers différents, mais qui toutes dégagent une grande force. Car les mondes que nous présente François Dibot ne sont, finalement, pas si éloignés que cela du nôtre. On y vit, on y meurt, on y aime... et on y est manipulé. Mais on peut s'y révolter aussi ! Les rêves actuels des maîtres du monde sont nos futurs cauchemars. François Dibot le sait bien et il les met en forme, avec talent mais sans aucun fatalisme. Car un autre futur est toujours possible, et il le rappelle. La noirceur des temps à venir, tels qu'il nous les décrit, n'est pas inéluctable. Elle ne dépend que de nous, de notre prise de conscience, de notre capacité à nous réveiller, à nous révolter. Il n'est jamais trop tard ! « J'ai l'impression d'avoir chanté faux depuis trop longtemps [...]. Reprenons la route », s'exclame ainsi Raphaël dans *Je mets les pieds dans le plat de mon père*, la nouvelle qui ouvre le recueil.

Péheffe

François Dibot, *La cigale chantera-t-elle tout l'été?*, Éditions libertaires, 10 euros. Le livre est superbement illustré par Fernando Goncalves, dit Félix.

Commandes au 0546767310
et aux éditionslibertaires@wanadoo.fr



Génération Arc-en-ciel



C'EST AUTOUR de la présentation de leur nouveau roman que nous avons invité Cécile Bailly et Grib Borremans à la librairie L'Autodidacte.

Un livre

Quel peut bien être le contenu d'un livre qui se présente comme « une chronique de la nouvelle vie Parisienne, la saga des lesbiennes, des gays, des trans, des bi, des etc. et même des hétéros ». Les deux auteurs n'ont pas menti. Il s'agit bien d'une saga, construite comme un feuilleton télévisé, avec de courts chapitres où s'entrecroisent un nombre limité de personnages, et pour point central, l'appartement que se partage une bande de colocataires style « l'auberge espagnole ». Chaque personnage représentant un aspect de l'homosexualité, et plus généralement tout ce qui est queer. On y découvre des personnages haut en couleur, attachants, provocants, qui nous placent face à un questionnement de la sexualité en général. Ce roman est le tome I d'une saga qui s'appuie sur des éléments d'actualité (le mariage homosexuel de Bégles, la réélection de Bush) et suit ces personnages dans leurs aventures personnelles et collectives.

Une histoire

S'il s'agit d'une saga, c'est bien celle d'une génération Arc-en-ciel et non pas la génération Mitterrand ni JP2, tous deux représentant le degré zéro du bandant. Cette génération n'est pas non plus la génération sida, bien que la maladie soit toujours présente, en toile de fond, l'homophobie aussi. Mais ce livre est un roman joyeux - gay. Tout finit bien malgré les problèmes rencontrés. Son côté frivole n'est pas

déplaisant. D'autant plus que le personnage du vagabond céleste constitue la mémoire des luttes homosexuelles, un lien entre les générations. Le livre en lui-même constitue un lien comme l'expliquent les auteurs qui se sont replongés dans les archives du féminisme. Certes, les problématiques ne se posent plus de la même façon, et si Alix dit que « la vie est plus simple maintenant », Homère demande simplement : « Tu crois vraiment ? »

Une rencontre

Nous avons donc pu partager un moment de convivialité, de lecture et poursuivre la discussion sur les luttes homosexuelles. Nous avons pu nous rendre compte combien nous avions de points de convergence autour du questionnement de la sexualité et surtout la critique de la famille établie, car c'est bien cette cellule familiale qui cristallise toutes les réticences. Nous avons déjà organisé une fête de quartier avec le café gay lesbien tenu par les deux auteures : « Quand les Blacks rencontrent les Pinks. » Cette lecture est un nouveau pas vers cette reconnaissance mutuelle. Nous avons poursuivi avec une rencontre avec les éditions de la Cerisaie (femmes, féministes, lesbiennes) autour des petites maisons d'édition et de leur démarche militante. Espérons que de nouvelles solidarités se mettront en place rapidement.

Génération Arc-en-ciel, Éditions Gays et Lesbiennes, 17,90 euros. Exceptionnel, le livre *Génération Arc-en-ciel* sort avec deux couvertures au choix

Fred

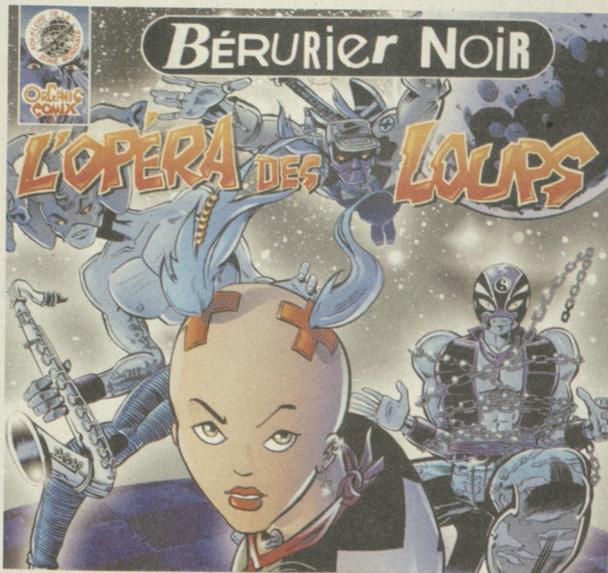
groupe Proudhon FA, Besançon



Bérurier Noir

« L'opéra des loups »

ENCORE EUX! Eh oui, on reparle encore une fois du label bérurier « Folklore de la zone mondiale » qui, décidément, entre les rééditions d'albums, les diverses productions de la rentrée et les projets futurs (un DVD de Lukrate Milk ou encore de la Brigada Flores Magon), trouve encore le moyen de sortir un DVD de Bérurier Noir. Et c'est peut-être là, paradoxalement, que le bât blesse : à trop en faire, ce DVD donne une impression pas forcément très positive au premier abord. Le graphisme n'est pas ce qui aurait pu se faire de mieux, mais passons : les goûts et les couleurs... On peut cependant avoir le sentiment que cet objet a été fait un peu rapidement, puisque contrairement aux autres productions de ce label, le résultat final est un peu juste : cette fois, pas d'images, de vidéos, d'archives et de surprises à la pelle comme sur le précédent DVD « Même pas mort » (il est vrai que la barre avait été placée assez haut), et du coup, tout ça semble un peu court, un peu moins figolé, et un peu moins bien ficelé. Certes, les concerts à Québec, Dour, à Paris ou bien à Rennes valent le coup d'œil. On n'en doutait pas. Images-souvenirs pour les nostalgiques qui y étaient, et cours de rattrapage pour les autres. Si le reportage sur le concert outre-Atlantique est plutôt intéressant et plaisant, il est un peu bref, ce qui est un peu frustrant... Néanmoins, ces concerts, même sur un écran, témoignent d'un sens du spectacle et d'une énergie que les années ne semblent pas ébranler. De quoi patienter en attendant le prochain véritable album, car à ce moment-là, la reformation tant attendue ou tant décriée de ce groupe n'aura peut-être jamais eu autant d'enjeu.



Li. P

L'association libertaire Production (Li. P) est née en 2003 à Lyon dans le but d'attirer les feux de la contre-culture émancipatrice autour d'initiatives culturelles variées. Le choix de l'abréviation Li. P n'est pas anodin. Elle résonne avec la lutte autogestionnaire des salariés de Li. P à Besançon en 1973 qui fut un moment important de pratiques libertaires. L'objectif de Li. P est la diffusion et la promotion des idées libertaires ainsi que le soutien matériel et financier du mouvement libertaire et des luttes sociales à pratiques libertaires. Pour en savoir plus : <http://monsieur.wanadoo.fr/libertaireproduction>
contact : li.p@no-log.org/Li. P c/o Maison de l'Écologie, 4 rue Bodin, 69001 Lyon

Barricata

Sortie prévue le 17 décembre pour le désormais célèbre fanzine du RASH (Red & Anarchist Skinheads) de Paris. Cette fois-ci, un dossier sur la religion, et un autre sur les modifications corporelles (tatouages en particulier). Pour le commander, envoyez deux euros au RASH, c/o Crash Disques, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris.

Androzone

Le n° 23 d'Androzone (fanzine anarcho-gay parmi les plus anciennes et durables publications hexagonales) ne paraît désormais plus en version « papier », mais peut être téléchargé depuis le site suivant : <http://groupes.msn.com/androzone/documents.msnw>

Au sommaire : mouvance queer (marche des tordues, université d'été, 72 heures de la Générale, féminisme, trans, etc.), recherche de points de vue libertaires sur les questions de genre, antifascisme et anti-homophobie, situation internationale, chroniques de fanzines, livres, musique, vidéos, radio, internet, etc.

Solidarité sans frontière

Cette feuille d'information est éditée par la liaison FA de Chambéry, et est exclusivement consacrée aux informations internationales. Puisque les anars rejettent les frontières, raison de plus pour que ça se ressent au niveau des infos ! Une bien bonne initiative à soutenir en demandant à recevoir cette feuille, mais aussi en envoyant vos infos, ou bien davantage encore, puisque les auteurs de cette publication recherchent des traducteurs ! Avis à la population ! Contact : solibertaire@no-log.org

Le club du livre libertaire



Mode d'emploi

Quels sont les objectifs du club du livre libertaire? Ils sont au nombre de deux.

1. Permettre à un maximum de lecteurs et de lectrices de pouvoir acheter des livres libertaires à petits prix.

2. Permettre aux Éditions libertaires (et, on l'espère, à un maximum d'éditeurs libertaires, s'ils nous rejoignent), de pouvoir éditer un maximum de livres libertaires en s'appuyant sur l'existence d'un club du livre libertaire aux membres toujours plus nombreux.

Préambule

Quand vous achetez un livre x euros chez un libraire, sachez que l'éditeur, qui assume le coût de production du livre (en payant le graphiste, l'imprimeur, etc.) et qui rémunère l'auteur, ne touche que 4 euros. Trois euros vont, en effet, au libraire et trois autres au diffuseur.

C'est la loi d'airain du capitalisme et des intermédiaires.

Les éditions bourgeoises surfent sur cette logique en pratiquant des prix de vente publics élevés, en réalisant des économies d'échelle inhérentes à une politique de gros tirages et de concentration, en mettant une pression de tous les instants sur les imprimeurs pour qu'ils abaissent sans cesse le coût de leur travail, en n'ayant aucun stock et en jetant les livres à la poubelle six mois après leur parution.

Nous, éditeurs libertaires et, donc, anticapitalistes, qui entendons vendre des livres à prix raisonnables, rémunérer normalement le travail des imprimeurs, etc. et éditer, à petits et moyens tirages, des livres pas spécialement grand public mais toujours dignes d'intérêt pour les damnés de la terre, cherchons à rompre avec cette logique capitaliste.

Pour cela il nous faut impérativement établir un maximum de liens directs avec notre lectorat. D'où ce projet!

Comment ça marche?

Les principes du club du livre libertaire sont simples.

1. Pour être membre du club du livre libertaire il faut vous acquitter d'une cotisation annuelle de 15 euros.

2. Dès réception de sa cotisation, l'adhérent reçoit un catalogue des Éditions libertaires où figurent les livres déjà parus. Pour tout achat de l'un ou de plusieurs de ces livres, il bénéficie de 30 % de réduction. Pour toute commande inférieure à trois livres, il devra s'acquitter de 10 % de frais de port. Pour toute commande égale ou supérieure à trois livres, il bénéficie de la gratuité des frais de port.

3. Début janvier et début juillet (soit deux fois par an), l'adhérent reçoit le programme des publications des Éditions libertaires pour les six mois à venir (entre 5 et 6 titres). Pour tout achat anticipé de l'un de ces titres à paraître, il bénéficie de 50 % de réduction. Pour toute commande inférieure à trois livres, il devra s'acquitter de 10 % de frais de port. Pour toute commande égale ou supérieure à trois livres, il bénéficie de la gratuité des frais de port.

Perspectives

Le club du livre libertaire fera ses premiers pas en janvier 2006 dans le seul cadre des Éditions libertaires. Fin 2006 un bilan sera réalisé sur cette première année de fonctionnement.

Et, si l'expérience se révèle concluante, les éditions libertaires proposeront alors à toutes les structures éditoriales libertaires existantes d'adhérer à la démarche du club du livre libertaire.

Nous avons un rêve

Aujourd'hui, le mouvement libertaire est en train de renaître de ses cendres, mais c'est peu dire que cette renaissance s'opère en ordre dispersé sous le seul drapeau d'un indépendantisme exacerbé.

Les Éditions libertaires pensent depuis toujours que les diverses composantes du mouvement libertaire auraient tout à gagner (pour elles-mêmes comme pour l'idéal dont elles se réclament) à conjuguer l'évidence nécessaire de leurs différences au temps fort de la crédibilité qu'elles ne manqueraient pas d'acquérir en fédérant leurs innombrables convergences.

Un club du livre libertaire rassemblant un maximum d'éditeurs libertaires restant maîtres de leur destin particulier permettrait assurément de faire quelques pas sur cette

voie. Tout le monde aurait à y gagner: les différents éditeurs libertaires, car les membres du club du livre libertaire recevraient leurs catalogues respectifs; les membres du club du livre libertaire car ils auraient la possibilité de lire tout ce que produisent les différents acteurs de l'édition libertaire; et l'idéal libertaire car la démonstration serait faite que plusieurs roses de senteurs différentes peuvent être à même de constituer un merveilleux bouquet.

Alors, pourquoi ne pas tenter l'expérience? Et si elle est concluante, pourquoi ne pas poursuivre le rêve? Mais, chaque chose en son temps!

Pour l'heure, merci juste de comprendre que, de l'accueil favorable que vous réserverez à ce projet, dépendra la suite de la mise en œuvre d'un rêve que nous sommes tant à partager! Concrètement, on fait comment?

C'est très simple. Vous nous faites un courrier précisant que vous souhaitez devenir membre du club du livre libertaire. Vous l'envoyez à l'adresse suivante: Le club du livre libertaire, c/o Les Éditions libertaires, 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190, Saint-Georges-d'Oléron. Vous joignez un chèque de 15 euros à l'ordre des Éditions libertaires. Et c'est parti!

Le 19 juillet 2005, quelque part dans les maquis de l'espérance, libertaire.

Les Éditions libertaires



Café libertaire avec Lucio l'irréductible



LUCIO URTUBIA était au Havre début décembre pour présenter son livre, *Ma morale anarchiste*. Le récit d'une vie de lutte contre l'oppression. Le café libertaire organisé par le groupe Zéro de conduite de la Fédération anarchiste a fait le plein. Tassés comme des sardines, des gens d'horizons très divers sont venus écouter Lucio, « Robin des Bois » du XX^e siècle. Déserteur de l'armée espagnole dans les années cinquante, il pratiqua de nombreuses expropriations et récupérations au profit du combat antifranquiste, imprima d'innombrables faux papiers pour les militants et, chose extraordinaire, en 1979, mit la First National City Bank à sec en imprimant pour plusieurs milliards d'anciens francs de faux travellers chèques. Pourquoi ? Uniquement pour financer les mouvements libertaires et révolutionnaires. Parce que, durant cette vie mouvementée, Lucio n'a jamais cessé d'exercer le métier de maçon carreleur pour vivre chichement.

La causerie qui s'est déroulée à l'Apple Pie a été l'occasion d'évoquer les conférences que donnait Albert Camus pour les libertaires, le combat contre les dictatures, les batailles féroces avec les « estaliniens », la présence des anars espagnols dans la Résistance et dans la « Nueve » à la Libération, le regard libertaire d'Henri Cartier-Bresson et de bien d'autres choses. Dans le tourbillon de son existence, Lucio a également rencontré Che Guevara à qui il proposait d'étouffer les États-Unis sous

de faux dollars... Une vie bien remplie quand on sait que Lucio n'a par ailleurs pris sa retraite du bâtiment qu'à 72 ans. Et voilà un anar « patron » d'une petite entreprise qui fait l'apologie du travail ! « Pour se loger, s'habiller, se nourrir, il faut travailler. Le moins possible et le mieux possible. Et ça peut se faire dans la liberté, l'égalité, la solidarité et le plaisir. J'ai dû travailler dur pour gagner, ma liberté. La liberté n'a aucun sens dès lors que l'on refuse tout effort. Après, je ne suis, bien évidemment, pas partisan du travail tel qu'il existe dans les sociétés capitalistes où le travail du plus grand nombre ne profite qu'à une minorité. »

Dans la même logique, le jeune anar de 74 ans pourfend les allocations chômage. « Si le chômage produisait des révolutionnaires, il serait interdit depuis longtemps ! Donner un peu d'argent à ceux qui ne travaillent pas, quel mépris... Les allocations sont des suppositoires qui endorment les révoltés. Il ne faut rien attendre de l'État, rien des capitalistes. Il ne faut compter que sur nous. Alors, prenons nos responsabilités pour abattre ce monde insupportable ! »

Toute la soirée a été filmée par une équipe originaire de San Sebastian. Un documentaire de 80 minutes sur la vie du papy rouge et noir sortira en 2006. Il est possible d'en apprendre plus sur ce mémorable personnage en lisant son livre *Ma morale anarchiste* (publié aux Éditions libertaires). Cet ouvrage a reçu le Grand Prix Ni dieu ni maître au Salon du livre anarchiste de Merlieux, en 2005.

Pour conclure le café libertaire, Fenouil et les Fines herbes ont distillé leurs chansons aromatiques au public enthousiaste. Le répertoire se composait de titres originaux bien relevés et d'une célèbre reprise des Ogres de Barback où il est question de joie... et d'anarchie.

Paco

Informations sur la bibliothèque La Rue

— La bibliothèque La Rue restera ouverte le jeudi pendant les vacances, mais sera fermée les 24 et 31 décembre.

— Samedi 7 janvier : Sexes, genres et rapports de pouvoir. Débat animé par Guillaume Carnino, auteur de *Pour en finir avec le sexisme* (L'Échappée, 2005) à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e. Métro Blanche ou Abbesses. « La différence des sexes n'a lieu d'être, et n'a jamais été dans la nature, qu'en ce qui regarde la fonction spécifique, exclusive, de la reproduction des individus et de la conservation de l'espèce. » C'est l'anarchiste Émile Masson qui fait ce constat, dans son *Utopie des îles bienheureuses*, écrit en 1917. Pour tous ceux et toutes celles qui n'en sont pas encore persuadés, et qui se posent des questions sur le sexe et le genre, rendez-vous à La Rue, le samedi 7 janvier 2006 en compagnie de Guillaume Carnino.

Radio libertaire

Jeudi 15 décembre

Chronique hebdo de 10h30 à 12 heures : Pour éradiquer la misère, exterminons les pauvres. Après, les Naufragés en 2001 (Éd. Terre Humaine), « Le sang nouveau est arrivé, l'horreur SDF » avec l'auteur Patrick Declerck, pour son dernier ouvrage sur « l'exécution démocratique » des exclus. Citoyen sera productif ou lentement, et sans bruit, mis à mort.

Mardi 20 décembre

Pas de quartiers de 18 heures à 19h30 : Guillaume Lecointre et Antonio Fischetti viennent nous parler en direct de « Charlie ramène sa science », 10 ans de chroniques comico-scientifiques très sérieuses dans Charlie hebdo.

Tous à vos postes à galène...

Nuit Léo 38, Après ça booste sur les pavés jusqu'au matin : Avec Papa Laurent, M. Frédéric, Junior Cony, Ricardo.

Mercredi 28 décembre

Femmes libres de 18h30 à 20h30 : rediffusion de l'interview de Florence Monytreynaud pour son livre *Appeler une chatte* chez Calmann Lévy.

Mercredi 4 janvier

Blues en liberté de 10h30 à 12 heures : Charly Patton, « père » du country blues, donc du blues.

Mercredi 11 janvier

Blues en liberté de 10h30 à 12 heures : Koko Taylor, reine du Chicago blues.

Mercredi 18 janvier

Blues en Liberté de 10h30 à 12 heures : Le blues grand-breton.

89.4 MHz

en région parisienne

et

federation-anarchiste.org/rl/

dans le reste du monde

En marge de la manif sur la laïcité

IL Y A CES TYPES, LA, en cordon sanitaire pour couper la manif en deux.

Le samedi 10 décembre, Paris, place de la République, manif pour le centenaire de la loi de 1905, pour la séparation des Églises et de l'État. Une manif pas franchement révolutionnaire, mais où il faut apporter un message fort athée et contre toutes les religions. C'est ce qu'amène, en fin de manif, le cortège (très apprécié) de la Fédération anarchiste.

Devant la FA, deux associations laïques (l'UFAL et le CREAL 76) et, devant encore, ce cordon sanitaire pour nous éloigner des républicains laïques de la Libre Pensée. Ce service d'ordre musclé de la LP, on le reconnaît facilement : ce sont les godillots du Parti des travailleurs. Ils sont une cinquantaine, en deux rangs serrés, tous en cuir, viril et macho. De ne pas nous plier aux slogans républicains semble les gêner, mais nous ne pouvions pas les déborder sous peine de prendre des coups. Ces sbires ont une conception de la liberté de penser qui laisse rêveur. Mais, après tout, en nous éloignant des autres, ils nous donnent, à leur corps défendant, encore plus de visibilité et, même, quelques vieux militants de la LP, dégoûtés par ces gros bras, viennent rejoindre nos rangs.

Ce n'est pas une information de dire que les militants du Parti des travailleurs n'ont comme ligne d'horizon que de nous conduire vers un socialisme des goulags, mais ce samedi la chose est encore plus claire.

Autre fait remarquable : une femme s'avance vers eux et les engueule. Puis elle leur dit : « Vous ne me cassez pas la figure parce que je suis une femme. » Et les types de lui répondre : « Toi, on te ferait autre chose. » Une menace de viol même pas voilée... Sans commentaires.

Jean-Pierre Levaray



Vendredi 16 décembre
Saint-Brieuc (22)

Avec le groupe Jean-Souvenance de la Fédération anarchiste et le CEL, projection d'une série documentaire sur l'Espagne libertaire : second volet (1936-1939) du documentaire *Un autre Futur*. 21 heures, MJC du Point-du-jour, 1, rue Yves-Creston. infos : 06 08 76 94 97 ou souvenance@nolog.org.

Paris 20^e

Tous les jeudis soir à 21 heures, Marie-Calire Calmus présente son spectacle « Corps et mots » composé de poèmes, sketches et chansons, au Gambetta club, 104, rue de Bagnolet, métro Maraischers.

Samedi 17 décembre
Rouen

Le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste appelle à manifester le samedi 17 décembre contre la prolongation de l'état d'urgence et contre les lois sécuritaires et liberticides. Départ à 15 heures de la place Saint-Sever (Rouen rive gauche) pour le palais de justice (rive droite).

Lundi 19 décembre
Paris 20^e

Le lundi 19 ainsi que le mardi 20 décembre, Julos Beaucarne, accompagné de Barbara d'Alcantara, jouera son spectacle « Chansons d'Amour » au Vingtième Théâtre, 7, rue des Plâtriers. Métro Mémilmontant. Tél. : 01 43 66 01 13. Première partie : Hervé Lapalud.

Vendredi 13 janvier
Besançon (25)

Café polar : rencontre et débat avec Serge Quadruppani à 20h30 à la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Jeudi 19 janvier 2006
Merlieux (02)

Le groupe Pierre-Kropotkine de la Fédération anarchiste reçoit Lucio Urbubia de 18 heures à 21 heures à la bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquierolles. On y parlera de son livre *Ma morale anarchiste*, paru aux Éditions Libertaires, en 2005. Apéro, table de presse sur place. Entrée libre





« Élevage intensif »

Paul Mercier